



NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Tebboune insiste sur la diversification des exportations

RÉALISATION D'UNE
NOUVELLE RAFFINERIE
À HASSI MESSAoud



**Le Premier
ministre pose
la première
pierre du projet**



FIBRE OPTIQUE, INTERNET, PRIX...

**Les annonces du Pdg
d'Algérie Télécom** P 4

DISTRIBUTION DE L'EAU
POTABLE DURANT LE RAMADHAN

**Le ministre de
l'Hydraulique annonce un
nouveau programme** P 5

TIZI-OUZOU

**Production de plus de 5,5
millions de litres d'huile
d'olive** P 6

PÉTROLE

le Brent à plus de 74,6 dollars

Les cours du pétrole sont stables lundi, maintenus sous pression près de leur plus bas niveau depuis le début d'année à cause d'une confiance des consommateurs dégradée aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prend 0,27% à 74,63 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagne 0,20% à 70,54 dollars, après avoir ouvert à 69,80 dollars, son niveau le plus bas depuis le mois de décembre. Selon une publication de l'Université du Michigan vendredi, la confiance des consommateurs s'est nettement dégradée en février: "les marchés sont fixés désormais, les effets de l'action de Donald Trump seront négatifs. Au moins à court terme", expliquent des analystes. Les Etats-Unis sont le premier pays consommateur d'or noir dans le monde, et des anticipations négatives de la demande font baisser le cours du pétrole. "Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus des droits de douane annoncés par l'administration Trump", affirment les analystes.

"ALGERIA BID ROUND 2024"

37 compagnies internationales en lice

L'Algérie attire une attention internationale sans précédent dans le secteur des hydrocarbures grâce à son appel d'offres "Algeria Bid Round 2024", une initiative stratégique qui marque le premier appel d'offres depuis plus de 10 ans. Des dizaines de compagnies mondiales ont exprimé leur intérêt pour d'éventuels investissements dans le pays. Dans un entretien accordé à l'APS, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Mourad Beldjehem a précisé que cet appel lancé en octobre dernier aux entreprises internationales a été très bien accueilli, suscitant l'intérêt de pas moins de 37 sociétés du secteur.

Par Réda Hadi

Avec ce nombre important de compagnies étrangères ayant déjà manifesté leur intérêt, le succès de cette initiative dépasse les attentes initiales de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), qui tablait sur une trentaine de participants. D'ailleurs, Alnaft a fini par accepter la demande de certaines compagnies de prolonger le délai des soumissions des offres. Ce niveau de participation est l'un des plus élevés jamais enregistrés dans l'histoire des appels d'offres internationaux pour l'investissement dans le secteur national des hydrocarbures, ajoute Beldjehem, soulignant que les entreprises intéressées proviennent de diverses régions du monde telles que l'Europe, Amérique du Nord, Amérique latine et Asie avec notamment la participation de sociétés du Qatar et du Sultanat d'Oman. Certaines sociétés ayant quitté le marché algérien par le passé ont également exprimé leur volonté de revenir et de saisir les opportunités d'investissement offertes.

Un cadre législatif attractif

Cette mobilisation internationale témoigne de l'efficacité de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, adoptée pour renforcer la compétitivité et l'attractivité du marché algérien. Le président d'Alnaft, Mourad Beldjehem, a récemment confirmé sur les ondes de la radio nationale que 24 entreprises sont en phase avancée d'accès aux data-rooms. D'autres compagnies ont demandé une prolongation du délai de soumission des offres, incitant l'agence à étendre la fermeture de la plateforme. Ce regain d'intérêt pour l'Algérie s'explique par plusieurs facteurs, notamment les importantes

ressources en hydrocarbures du pays, un retour sur investissement rapide, et la proximité des zones concernées par l'appel d'offres avec les marchés internationaux. Parmi les sites proposés figurent des périmètres stratégiques comme Grand M'Zaid, Ahara, Reggane II, et Zerafa II, qui pourraient apporter une réserve de 400 milliards de m³ et une augmentation de la production nationale de 20 milliards de m³ par an. Outre les opportunités onshore, Algeria Bid Round 2024 met également en lumière le potentiel offshore du pays, une première pour l'Algérie. La signature récente d'un accord historique avec le géant américain Chevron pour une étude d'évaluation des ressources en hydrocarbures en Méditerranée marque un tournant dans l'exploration énergétique nationale. Cette étude, entièrement financée par Chevron, couvrira le large de l'Est à l'Ouest algérien, explorant des zones à très grande profondeur (jusqu'à 2500 m), nécessitant des technologies avancées. En parallèle, un partenariat entre Sonatrach et l'italien Eni explore une zone offshore située entre Bejaïa et Jijel, dans le centre-est de l'Algérie. Les résultats attendus en août 2024 pourraient ouvrir la voie à un nouvel appel d'offres en 2026. Un budget de 12 millions de dollars a été alloué pour des études géologiques et sismiques, renforçant la stratégie du pays de valoriser ses ressources en hydrocarbures offshore.

Une dynamique jamais égalée

La diversification des projets onshore et offshore reflète une volonté claire de renouveler les ressources énergétiques du pays et de consolider sa place sur la scène internationale. Le cabinet britannique Wood Mackenzie souligne que les efforts de modernisation législative et les avantages

géographiques de l'Algérie positionnent le pays comme l'une des destinations les plus attractives pour les investisseurs en hydrocarbures. Grâce à Algeria Bid Round 2024, l'Algérie semble prête à entrer dans une nouvelle ère énergétique, où l'innovation technologique et les partenariats stratégiques joueront un rôle central pour répondre aux défis énergétiques mondiaux et maximiser le potentiel de ses ressources naturelles. Selon Beldjehem, l'AlgeriaBid Round 2024 constitue le premier appel d'offres d'un vaste programme, dans le cadre duquel Alnaft a identifié 17 projets pétroliers et gaziers destinés à l'investissement via une série d'appels d'offres internationaux. Dans cette dynamique, en plus des six contrats attendus dans le cadre de l'Algeria Bid Round 2024, Sonatrach négocie actuellement 13 autres contrats, a-t-il précisé.

«Algeria Bid Round 2025» sera lancé en octobre prochain

Par ailleurs, Alnaft prévoit de lancer, en octobre prochain, un nouvel appel d'offres international pour investir dans le secteur des hydrocarbures, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer l'exploration et à développer la production. Dans un entretien accordé à l'APS, M. Beldjehem a précisé que l'appel d'offres, baptisé "Algeria Bid Round 2025", sera lancé en octobre et inclura entre quatre à six zones d'exploration. L'agence entamera les préparatifs de cet appel d'offres dès le mois d'avril prochain, selon le responsable soulignant qu'"Algeria Bid Round 2025" s'inscrivait dans un programme plus large, au sein duquel Alnaft a identifié 17 projets pétroliers destinés à l'investissement via une série d'appels d'offres ouverts aux entreprises internationales.

NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Une décision capitale et historique de l'Algérie indépendante

Synthèse R.E.

La nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, est considérée comme l'une des décisions capitales de l'histoire de l'Algérie indépendante, qui a permis de mettre fin à la dépendance économique après avoir arraché l'indépendance politique, selon le chercheur en histoire, Meziane Saïdi. S'exprimant dans un entretien à l'APS, M. Saïdi a affirmé que "la nationalisation des hydrocarbures constitue l'une des décisions les plus importantes et décisives de l'histoire de l'Etat algérien indépendant. Elle a permis de libérer le secteur des hydrocarbures de la domination française et de compléter l'indépendance

économique après avoir arraché l'indépendance politique par la guerre de libération nationale". Dans ce contexte, le chercheur académicien a souligné que la décision de nationalisation, annoncée par le défunt président Houari Boumediène devant les dirigeants et cadres de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le 24 février 1971, a également incarné "la souveraineté effective du pays sur ses richesses pétrolières et gazières". M. Saïdi a rappelé que cette annonce comprenait la nationalisation d'au moins 51% des intérêts des sociétés concessionnaires françaises, assurant que cette décision a également marqué un tournant, devenant "une référence pour d'autres pays cherchant à restaurer la souveraineté sur leurs ressources na-

turelles". Selon ce chercheur, l'établissement "d'une souveraineté nationale complète sur tous les fronts est une nécessité, surtout dans le contexte de l'indépendance totale vis-à-vis de la puissance coloniale française", assurant que la décision de nationalisation a permis à l'Algérie de "repenser le contrôle de ses ressources pétrolières, de se libérer du système monopolistique des concessions hérité de l'époque coloniale et d'établir une souveraineté réelle sur ses richesses pétrolières". En outre, la nationalisation a contribué, a-t-il relevé, "à l'exploitation des capacités pétrolières et d'établir des partenariats avec plusieurs grandes puissances mondiales, à l'exemple de l'ex-Union soviétique, les Etats-Unis, la Chine et

l'Italie, afin de diversifier les opportunités de coopération et d'éviter une dépendance exclusive de la France". Dans le même sillage, l'historien a souligné que la politique de diversification des partenaires a donné lieu à une croissance significative de la production algérienne de pétrochimie, passant de 34 millions de tonnes en 1966 à 50 millions de tonnes en 1972, alors que le prix du baril de pétrole était estimé à 2 dollars à l'époque. M. Saïdi a également noté que "le recul des compagnies françaises face à leurs positions intransigentes et leur soumission aux décisions algériennes ont confirmé la détermination de l'Algérie dans la nationalisation des hydrocarbures de manière définitive et irréversible".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Tebboune insiste sur la diversification des exportations

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réitéré, hier, sa détermination à mettre en œuvre des politiques nationales visant à opérer un tournant décisif dans notre modèle économique, en passant de la dépendance aux hydrocarbures à la diversification des exportations.

Par Sirine R.

Lors de son discours à l'occasion de la commémoration double de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, prononcé en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, lors des festivités de cette commémoration qui se sont déroulées à Hassi Messaoud, à Ouargla, le Président de la République a expliqué que cette transition constitue une « orientation stratégique » visant à préserver les richesses naturelles pour les générations futures, tout en ouvrant la voie à des modes d'investissement rentables dans la promotion des industries de transformation, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises. Cette démarche vise également, ajoute-t-il, à intégrer les concepts économiques modernes qui reposent sur le capital humain comme moteur d'initiative et générateur de richesse. Le Président Tebboune a, en outre, estimé que l'Algérie a réalisé des progrès considérables pour atteindre ces objectifs, en attirant des milliers de jeunes ainsi que des investisseurs nationaux et étrangers, et en atteignant des niveaux sans précédent d'exportations hors hydrocarbures. Il a réaffirmé son engagement à poursuivre cette vision, qui permettra à l'Algérie de se positionner di-

gnement parmi les pays émergents et d'obtenir la place qui lui sied dans les forums internationaux. Après avoir salué le niveau de compétence et de maîtrise des cadres dirigeants des installations pétrolières ainsi que des professionnels et travailleurs de ce secteur vital, et après avoir exprimé sa fierté des réalisations successives dans le secteur des hydrocarbures au cours des dernières décennies, le Président de la République a adressé ses plus sincères félicitations à tous les travailleurs, dans tous les secteurs. Il a souligné que « l'État ne ménagera aucun effort pour renforcer les acquis sociaux dont bénéficient les travailleurs, et pour améliorer leurs conditions de vie et professionnelles, en accord avec les principes de l'État social consacrés dans la Déclaration du 1er Novembre ».

Un renforcement de l'indépendance nationale

Par ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la décision historique prise par la direction du pays, sous la présidence du défunt Houari Boumediène - que Dieu ait son âme en paix - en ce jour de l'année 1971, de nationaliser les hydrocarbures, constitue un acte complémentaire de l'esprit de libération et un renforcement de l'indépendance nationale

totale. Il a déclaré que « cette décision reflète la sincérité de la volonté politique et la fidélité à l'esprit de la Révolution de Novembre, aux martyrs et à leur message ». « Nous célébrons aujourd'hui le 69e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens et le 54e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, ainsi que d'autres anniversaires nationaux mémorables. Cela symbolise le lien profond entre notre pays et son histoire glorieuse, les leçons que nous tirons de ses étapes marquantes et l'héritage des hommes qui ont façonné les événements majeurs de la marche triomphante de l'Algérie », a-t-il affirmé. Le Président Tebboune a indiqué que « la décision de nationaliser les hydrocarbures était un défi audacieux pour affirmer notre indépendance économique, exercer notre souveraineté sur les richesses de notre pays et ses ressources naturelles ». Il a aussi rappelé les sacrifices de la génération des pionniers, qui ont mené le mouvement de mobilisation des travailleurs pour les amener à rejoindre la Révolution de libération, tout en rendant hommage à l'âme du martyr symbole, Aissat Idir, et au militant syndicaliste et martyr de la mission nationale, Abdelhak Benhamouda, ainsi qu'à tous leurs camarades syndicalistes martyrs.

RÉALISATION D'UNE NOUVELLE RAFFINERIE À HASSI MESSAOUD Le Premier ministre pose la première pierre du projet

Par S R.R.

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a procédé, hier, à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Haoud El-Hamra (Hassi Messaoud) qui renforcera le secteur de l'énergie, en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors des deux dernières réunions du Conseil des ministres. Lors de ces deux réunions, le président de la République avait insisté sur le lancement de ce projet de raffinerie pour la production de quantités supplémentaires d'essence et de gasoil. Chargé par le président de la République, M. Larbaoui effectue une visite de travail à Hassi Messaoud (wilaya de Ouargla) pour présider la cérémonie de célébration du 69e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 54e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, placée sous le slogan « Engagés pour le développement des ressources énergétiques, hydriques et alimentaires ». Cette nouvelle infrastructure énergétique a vocation à renforcer les capacités nationales qui ont permis au pays de réaliser l'autosuffisance en produits pétroliers, dans le cadre de la nouvelle stratégie sectorielle. Elle devrait entrer en production en 2027, avec une capacité de production atteignant 1 million de tonne de mazout, qui augmentera progressivement pour atteindre 2,8 millions de tonnes ainsi que 1,31 million de tonnes d'essence, en sus de quantités importantes de propane, de butane, de kérosène et de bitume. Ce projet emploiera plus de 10.000 travailleurs pendant la phase de réalisation et générera 1000 nouveaux emplois durant la phase d'exploitation. A cette occasion, le Premier ministre a affirmé que le projet de réalisation de la nouvelle raffinerie de pétrole à Hassi Messaoud s'inscrivait dans le cadre de la concrétisation de la vision stratégique de Monsieur le président de la République, visant à renforcer les capacités nationales de valorisation des hydrocarbures, notamment dans la production du carburant, tout en ouvrant de nouvelles perspectives à même de renforcer la position du pays sur le marché des produits pétroliers. Le Premier ministre a en outre félicité les responsables du secteur de l'énergie, du groupe Sonatrach, ainsi que l'ensemble de ses cadres, ingénieurs et ouvriers, à l'occasion du lancement de ce projet structurant, leur assurant du plein soutien de Monsieur le président de la République et de son engagement ferme à parachever sa réalisation dans les délais impartis, tout en relevant le défi de la valorisation des ressources nationales sur les traces de nos prédécesseurs qui ont, en ce jour même, pris l'initiative de rétablir la souveraineté nationale sur les hydrocarbures. Le Premier ministre a inspecté la station de compression et de réinjection de gaz à Hassi Messaoud, dont la capacité de production atteint 24 millions de m3/jour. Il a reçu des explications détaillées sur le fonctionnement de cet ouvrage, depuis son inauguration en 2020, ainsi que sur sa contribution à la préservation des capacités de production de gaz.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La rationalisation de la consommation s'impose

Par Mourad A.

La consommation d'énergie en Algérie a connu une augmentation significative ces dernières années, avec un taux de croissance moyen de 6 % par an. En 2022, 52 % de la production primaire énergétique était déjà absorbée par la demande interne, mettant ainsi sous pression les exportations de gaz naturel, une ressource essentielle pour l'économie nationale. Face à cette situation préoccupante, la rationalisation de la consommation énergétique est devenue une priorité absolue, a fait savoir Rabah Sellami, Directeur Hydrogène et Énergies alternatives au CEREFE. Lors du Conseil des ministres présidé par le président Abdelmadjid Tebboune, ce dernier a insisté sur la nécessité d'une régulation renforcée de la consommation énergétique. Il a souligné l'importance d'une approche prospective, fondée sur des études approfondies, pour optimiser

l'utilisation des ressources énergétiques du pays. Cette stratégie repose sur le développement de solutions innovantes et intégrées, visant à préserver l'énergie et à promouvoir son exploitation dans divers secteurs industriels, tout en encourageant les énergies nouvelles telles que l'hydrogène vert et l'énergie solaire. Dans son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Rabah Sellami a confirmé cette approche, en déclarant : « La rationalisation de la consommation énergétique est essentielle pour préserver nos ressources naturelles et assurer notre indépendance énergétique. Nous devons mettre en place des politiques rigoureuses et des solutions technologiques innovantes pour limiter le gaspillage ». Le président de la République a également demandé au gouvernement de développer une vision énergétique à court, moyen et long termes, appuyée par une démarche scientifique. L'objectif est de préserver le pouvoir d'achat des citoyens,

notamment en matière de consommation d'énergie. Cette vision inclut des investissements accrus et une lutte contre le gaspillage sous toutes ses formes. Depuis le début des années 2000, la loi sur la maîtrise de l'énergie a permis l'introduction de mesures pour réduire la consommation des secteurs les plus énergivores, tels que le résidentiel (45 % de la consommation) et le transport (36 %). Parmi les solutions adoptées figurent l'éclairage à LED, les chauffe-eau solaires et l'utilisation d'appareils électroménagers plus performants. Rabah Sellami a ajouté : « Nous avons déjà mis en place plusieurs initiatives pour améliorer l'efficacité énergétique, notamment dans le secteur du bâtiment, avec l'isolation thermique et l'adoption de matériaux plus performants ». Pour soutenir cette transition énergétique, un groupe de travail multisectoriel a été constitué au sein du ministère de l'Énergie et des Mines. Ce groupe a pour mission d'élaborer un modèle énergétique

national qui favorisera la diversification du mix énergétique et la transition énergétique du pays. En 2021, le gouvernement a fixé l'objectif ambitieux de déployer 15 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035. Dans cette optique, des « gigaprojets » solaires de 3,2 GW ont été lancés en 2023, permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique algérien à 13-14 %, contre seulement 1 % actuellement. Par ailleurs, l'intervenant a affirmé que l'hydrogène vert est désormais l'un des axes prioritaires du plan énergétique algérien. Le projet South H2 Corridor, qui implique la Tunisie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, vise à transporter de l'hydrogène vert vers l'Europe. La demande européenne devrait atteindre 20 millions de tonnes d'hydrogène d'ici 2030, dont la moitié sera importée, offrant ainsi à l'Algérie une opportunité unique de se positionner en tant que fournisseur stratégique.

ENERGIES RENOUVELABLES

Yassaâ prend part en Chine aux travaux de l’assemblée plénière du GIEC

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, prendra part, à partir de ce lundi, aux travaux de l'assemblée plénière du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), prévue à Guangzhou (République populaire de Chine), indique un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Le secrétaire d'Etat participera aux travaux de l'assemblée plénière de cette instance onusienne, organisée du 24 au 28 février, en sa qualité de vice-président du groupe de travail III chargé de la question de l'atténuation du changement climatique, ajoute la même source. Les travaux de cette assemblée seront sanctionnés par l'adoption des rapports spéciaux relatifs à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, outre l'adoption du rapport méthodologique relatif à la séquestration et aux utilisations du carbone, conclut le communiqué.

FIBRE OPTIQUE, INTERNET, PRIX...

Les annonces du Pdg d’Algérie Télécom

La Commission des transports et des télécommunications à l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'audition du Président-directeur général (PDG) d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, indique un communiqué de l'APN. Dans son exposé, M. Bentoumi a souligné que "l'entreprise tend à fournir les meilleurs services au citoyen et compte couvrir toutes les régions à travers ses projets futurs", ajoute le communiqué. Algérie Télécom vise "à assurer une couverture en fibre optique dans toutes les régions du pays", a-t-il ajouté, notant que "le taux de couverture actuel est de 41% avec 1.8 millions d'abonnés, ce qui place l'Algérie parmi les pays pionniers en la matière en Afrique et dans le monde". Le responsable a indiqué que "la wilaya de Bordj Badji Mokhtar était la première wilaya ayant bénéficié d'une couverture en fibre optique à 100%". Quant aux prix d'accès au réseau internet en Algérie, le PDG d'Algérie Télécom a précisé qu'"ils sont parmi les plus bas au monde", notant que l'entreprise "compte parmi les premières à avoir ouvert de nouvelles agences commerciales dans les nouvelles wilayas".

RENFORCEMENT DES DESSERTES ET PROLONGEMENT DES HORAIRES

SOGRAL annonce un plan spécial Ramadhan

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie "SOGRAL" a annoncé, dans un communiqué, le renforcement du programme des dessertes quotidiennes pour le transport des voyageurs, avec prolongement des horaires de travail, pour répondre à la demande croissante sur le transport terrestre, à l'occasion du mois de Ramadhan. La société a précisé dans son communiqué, que les mesures prises consistaient en le renforcement des dessertes, à hauteur de 30%, durant la semaine en cours, pour permettre à tous les voyageurs de se déplacer à travers les gares routières, notamment les grandes gares connaissant une grande affluence, à l'instar des gares routières d'Alger, Sétif, Constantine (Sahraoui- Ali Mendjeli), Tlemcen, Ouargla, Annaba, Bejaia, El Oued, Sidi

Bel-Abbés et Mostaganem. De plus, les horaires de travail des gares routières seront prolongés 24/24H, durant le mois sacré, avec ajustement du programme de lancement des dessertes, en fonction des besoins des citoyens, et en coordination avec les directions des transports, outre le décalage de certaines dessertes vers l'après-midi et la nuit, tout en prenant compte des horaires d'El Iftar. "Sogral" a également décidé, selon la même source, de renforcer la coordination avec les directions des transporte et les représentants des syndicats des transporteurs, en vue d'assurer la permanence (nuit) à l'effet de répondre aux besoins des citoyens. A l'occasion du mois de Ramadhan, la vente électronique des tickets sera généralisée à la plupart des gares routières, en vue de permettre aux citoyens d'acheter

leurs tickets sans se déplacer vers les gares routières, tout en sensibilisant les propriétaires des locaux commerciaux à l'ouverture de leurs magasins durant la nuit. Des espaces commerciaux de proximité seront également ouverts au niveau des gares routières, en vue de permettre aux citoyens de subvenir à leurs besoins quotidiens durant le mois de Ramadhan à des prix compétitifs, notamment à Bejaia, Msila, Drean (Taref), et d'autres gares routières. Entre autres mesures prises par SOGRAL, l'organisation de tables de l'Iftar au niveau de toutes les gares routières, au profit des jeunes, en coordination avec les Croissant-Rouge algérien (CRA), les associations caritatives, et les représentants de la société civile, et des corps de sécurité, ajoute le communiqué.

LE DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RCREEE L’A AFFIRMÉ :

Vers le renforcement du rôle du RCREEE dans la politique énergétique arabe

Le directeur exécutif du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RCREEE), Zoheir Hamedi a affiché sa volonté de renforcer le rôle du centre dans la politique énergétique arabe, suite à son élection à ce poste, qui vient conforter davantage le rôle et la place de l'Algérie au sein des institutions et instances régionales et internationales. Dans un entretien accordé à l'APS, Dr. Hamedi a fait savoir que ses futures priorités consistaient en la restructuration du RCREEE et la mise en place d'une stratégie à moyen et à long termes, en phase avec l'évolution technologique et les politiques énergétiques mondiales. Cette stratégie vise à apporter un appui technique aux Etats membres en matière de développement des politiques de transition et d'efficacité énergétiques, outre le renforcement du rôle du RCREEE, en tant qu'organe technique de la Ligue arabe pour contribuer à la mise en place d'une approche unifiée pour l'énergie renouvelable dans la région. Pour M. Hamedi, il existe plusieurs défis auxquels fait face le secteur des énergies renouvelables dans les pays arabes, dont le déficit de compétences techniques en la matière, et le besoin d'élaborer des politiques fondées sur des preuves scientifiques. Estimant que le RCREEE doit orienter ses efforts sur l'élaboration d'études et de consultations scientifiques appuyant les gouvernements dans la mise en place de leurs politiques énergétiques, tout en formulant des recommandations pour développer les cadres juridiques et réglementaires, le même responsable a souligné la nécessité de renforcer la production de données scientifiques précises, à l'effet de faire du RCREEE une référence en la matière pour les pays arabe. M. Hamedi a en outre mis l'accent sur la nécessité d'intégrer l'énergie renouvelable dans la planification économique

des Etats et de renforcer l'infrastructure électrique, en vue de contenir la production énergétique des sources renouvelables, relevant que le financement constitue un autre défis, problème n'étant pas lié à la disponibilité de fonds, mais plutôt à l'accès difficile des développeurs de projets aux sources de financement. Et de souligner que l'Algérie qui dispose d'une stratégie claire en matière de transition énergétique,

peut tirer parti du RCREEE en vue de renforcer ses projets et partager son expérience avec les autres pays arabes. Appelant les Etats membres à apporter un appui plus fort au double plan politique et technique, Dr. Hamedi a souligné que le renforcement de la coopération régionale était nécessaire pour le développement du secteur des énergies renouvelables dans la région arabe.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Février 2025

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	اعلى Maximum	اقل Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	91	105	76	الطماطم	
	Oignon sec	52	58	45	البصل الجاف	
	Ail sec	629	708	549	الثوم الجاف	
	Carotte	67	76	58	الجزر	
	Navet	77	87	67	لفت	
	Choux fleur	65	75	56	فرنبيط	
	Choux	80	89	72	الكرنب	
	Courgette	123	138	109	الكوسة	
	Haricot vert	394	416	371	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	98	110	86	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	120	150	90	المندرين	
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	428	538	318	التفاح المحلي	
	Datte	524	644	404	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	487	503	471	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1757	1884	1629	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	396	408	383	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,34	-1,19	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 391,00	NC	0,00	0,46	3,37	7,17	7,53	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2270,00	0,89	0,15	-0,37	11,94	5,51	65793	149 350 110,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,05	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	404,00	NC	0,00	-0,19	-9,81	2,03	-	0	0,00

DISTRIBUTION DE L’EAU POTABLE DURANT LE RAMADHAN

Le ministre de l’Hydraulique annonce un nouveau programme

Dans un souci constant d’assurer le confort des citoyens, le ministère de l’Hydraulique a ajusté les horaires de distribution d’eau pendant le mois sacré de Ramadan pour répondre à la demande accrue des ménages. Par exemple, les citoyens bénéficiant de 8 heures de distribution verront leur approvisionnement passer à 10 heures, a fait savoir Taha Derbal, ministre de l’Hydraulique. Cette mesure s’inscrit dans un plan global visant une répartition équitable des ressources en eau pour tous.

Par Mourad A.

Lors de son passage au forum de la radio «Chaîne I» , Taha Derbal a évoqué les défis majeurs auxquels l'Algérie fait face concernant la gestion de ses ressources en eau, exacerbés par les effets des changements climatiques et l'augmentation de la demande. Une part importante des ressources en eau est allouée à l'irrigation agricole, secteur stratégique pour le pays, tandis que le reste est utilisé pour l'approvisionnement en eau potable, ainsi que pour les besoins industriels et touristiques. Pour faire face à ces défis, plusieurs mesures ont été prises, notamment le renforcement des infrastructures de dessalement. Cinq nouvelles stations ont été mises en service récemment, portant la part de l'eau potable provenant du dessalement à 42 %. Ce développement vise à répondre à la demande croissante, en particulier dans les régions côtières où les ressources en eau douce sont limitées. « Le dessalement joue un rôle clé dans cette stratégie », a affirmé Taha Derbal, précisant que le pays continuera à investir dans des infrastructures modernes pour garantir un accès constant

à l'eau potable. Le ministre a également évoqué la gestion optimisée des barrages, bien que leur taux de remplissage soit actuellement de 38,4 %. « Nous mettons en place des stratégies pour améliorer leur capacité de stockage et leur rendement », a-t-il ajouté. Par ailleurs, il a souligné l'importance du programme de réutilisation des eaux usées traitées, visant à préserver les ressources en eau. L'objectif est de réutiliser 30 % des eaux usées traitées d'ici fin 2024, ce qui permettra de soutenir des secteurs comme l'agriculture et l'industrie tout en préservant l'eau douce. L'Algérie a fait du dessalement un pilier de sa stratégie pour garantir un approvisionnement durable en eau. Cinq nouvelles stations ont récemment été mises en service, portant la capacité de production à 1,5 million de m³ par jour. Ces installations, notamment à Cap Blanc (Oran) et Fouka 2 (Tipaza), renforcent l'approvisionnement en eau dans les régions côtières. « Le dessalement est désormais un élément clé de notre stratégie pour garantir l'accès à l'eau potable », a précisé le ministre. En matière de gestion des ressources, Taha Derbal a insisté sur les efforts pour amélio-

rer l'efficacité et la durabilité de l'utilisation de l'eau. Le programme de modernisation des réseaux de distribution vise à réduire les pertes et à éradiquer les raccordements illégaux, souvent responsables de gaspillage. Une attention particulière est également portée à la gestion des nappes souterraines, qui représentent 56 % de l'eau potable du pays. L'Algérie partage des aquifères avec la Tunisie et la Libye, et un accord tri-latéral a été signé pour garantir une gestion durable et équitable de ces ressources. L'Algérie a adopté une stratégie hydraulique ambitieuse pour la période 2024-2030, visant à assurer une gestion durable de ses ressources en eau. Des projets d'extension des stations de dessalement sont prévus pour augmenter la part de l'eau potable provenant de cette technologie, essentielle pour les zones côtières. Parallèlement, des initiatives pour améliorer les infrastructures de stockage et de distribution sont en cours. Taha Derbal a conclu : « Ces mesures visent à garantir un accès équitable et durable à l'eau pour les générations futures, tout en encourageant une consommation plus responsable ».

SIDI BEL-ABBÈS

Session de formation pour les étudiants porteurs de projets à l’université «Djillali Liabès»

Une session de formation destinée aux étudiants porteurs de projets et souhaitant créer des startups, entamée la semaine dernière, se poursuit à l'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris lundi auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. Selon la cellule de communication de l'université, cette session, organisée au Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de l'université "Djilali

Liabès", réuni 82 participants parmi les étudiants et diplômés de divers domaines. Elle est supervisée par la directrice du CDE, Mimane Goussem, et animée par des enseignants spécialisés en entrepreneuriat, en collaboration avec des cadres de l'Agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). L'objectif de cette formation est de développer les compétences des participants en gestion de projets et de leur apprendre à

transformer leurs idées en entreprises réussies, a-t-on indiqué de même source. Le programme de cette session, la dixième du genre initiée par le CDE, prévoit des consultations individuelles ainsi que des sessions de formation dans les domaines du financement, du marketing et de la gestion, souligne-t-on. La session s'étalera sur trois semaines et comprendra à la fois des formations théoriques et pratiques, visant à encourager la créa-

tion de startups répondant aux besoins du marché local, contribuant ainsi au développement économique et à la création d'emplois. A noter que l'Agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat à Sidi Bel-Abbès a approuvé les dossiers de création d'entreprises pour les diplômés des précédentes sessions de formation afin de faciliter leur accès au marché.

R E.

CHU DE BÉNI-MESSOUS

L’importance de l’hygiène bucco-dentaire rappelée

L'importance de l'hygiène bucco-dentaire, afin de préserver au mieux la denture de tout un chacun, a été rappelée, lundi à Alger, par des spécialistes en prothèse dentaire, lors d'une journée de formation médicale continue, organisée au CHU Issad Hassani de Béni-Messous. "Nous recevons souvent des patients complètement édentés alors qu'ils auraient pu éviter d'en arriver là. Il faut qu'ils soient sensibilisés à l'entretien quotidien de leurs cavités buccales et réaliser des soins dès l'apparition d'une carie dentaire", a souligné Pr Fazia Lamrous du service de Prosthodontie (prothèse) dentaire de cet établissement hospitalier. A ce titre, elle a estimé que cette question "doit devenir une culture inculquée à tous, depuis la maternelle, en milieu familial et scolaire, afin de faire des enfants des citoyens responsables de leur propre santé, plus tard", a-t-elle ajouté, rappelant "le minimum consistant à se brosser quotidiennement les dents". Allant dans ce sens, Pr Hafiza Nadia Lachegar, du même service, a déploré que des patients "à peine âgés de 20 ans aient perdu l'ensemble de leurs dents et que nombre d'entre eux ne sachent pas qu'il faille soigner et nettoyer régulièrement leurs prothèses fixes ou amovibles". Pour pallier cette négligence, elle a fait savoir que le personnel médical du service se mobilise pour lancer prochainement une campagne de sensibilisation des citoyens, au moyen de dépliants les incitant à prendre soin de leur hygiène bucco-dentaire, considérant qu'une "cavité buccale saine signifie un corps sain". S'agissant de la thématique de la formation, intitulée "la Prosthodontie d'hier et d'aujourd'hui: l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle", Pr Lachegar a expliqué qu'elle vise à "vulgariser le numérique dans les CHU et à préparer certains étudiants à l'usage des nouvelles technologies dans le domaine de la prothèse dentaire ". "Nous sommes en pleine ère des bio-matériaux, comme les céramo-céramiques et les différents types de collage pour lesquels la demande est très forte. Nous oeuvrons à l'honorer en préparant la numérisation du laboratoire de prothèses dentaires dont dispose notre service", a-t-elle fait remarquer.

R E.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement d’une gamme d’offres promotionnelles au mois du Ramadhan

Algérie Télécom lancera, au cours du mois sacré du Ramadhan, une gamme d'offres promotionnelles et de services innovants visant à renforcer la connectivité, a-t-on indiqué lors d'une conférence de presse organisée dimanche à Oran. Organisée en marge de la 2e édition du Salon du commerce et des services électroniques (ECSEL Expo), clôturé dimanche au Centre des Conventions d'Oran, cette conférence a constitué une occasion pour présenter les différentes offres concoctées par cet opérateur public pour le mois du

Ramadhan. Il s'agit de Promotions sur les services Internet filaire (ADSL, VDSL et Fibre) pour les clients résidentiels abonnés aux offres IDOOM ADSL, IDOOM VDSL et IDOOM Fibre qui effectuent une augmentation de débit vers un palier supérieur. Ces derniers bénéficieront d'un bonus allant jusqu'à 30 jours d'internet offerts et de réductions tarifaires sur les modems optiques WIFI 6 allant jusqu'à 75%, a indiqué, Amir Ben Idir, chef de service du commerce, du marketing et de l'innovation au sein de cette entreprise. "Chaque jour durant le mois

sacré, les 200 premiers clients ayant effectué une augmentation de débit bénéficieront d'un répéteur OFFERT", a-t-il précisé. Il s'agit également de promotions sur les services Internet sans fil (4G LTE), avec des avantages pour les abonnés aux offres IDOOM 4G LTE qui bénéficieront de 80 Go de volume internet, valable un mois, pour tout rechargement d'une valeur de 1200 DA et de 300 Go de volume internet valable un mois pour tout rechargement d'une valeur de 1.500 DA, a-t-il indiqué. En plus de ces offres commerciales et de services, Algérie

Télécom poursuit son engagement social avec le lancement, pour la deuxième année consécutive, de la caravane du cœur "IDOOM EL KHEIR", a fait savoir, pour sa part, Reda Guesas, directeur du marketing et de l'innovation. Cette initiative solidaire mobilise des employés volontaires d'Algérie Télécom, qui sillonneront plusieurs wilayas du Centre, de l'Est, de l'Ouest et du Sud du pays, pour remettre des denrées alimentaires destinées aux restaurants "Er-rahma", en collaboration avec les autorités locales, a-t-il annoncé.

TIMIMOUN

EPH El Hachmi Amhamed doté d'un appareil de dépistage auditif pour nouveau-nés

L'Etablissement public hospitalier (EPH) El Hachmi Amhamed de Timimoun a été doté d'un appareil de dépistage auditif pour nouveau-nés, a-t-on appris dimanche auprès des services de cette structure hospitalière. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des prestations de santé et facilité la prise en charge de ce type de consultation au profit des nouveau-nés, a déclaré à l'APS le sous-directeur des équipements médicaux, Fathi Mohamed. Cet appareil qui a été financé au titre du budget de la wilaya, au titre des efforts visant à renforcer le secteur de ce genre de moyens médicaux, permet de diagnostiquer la déficience ou une perte auditive chez les nouveau-nés, ce qui permettra une prise en charge médicale précoce, afin d'éviter tout trouble résultant d'un handicap auditif chez les nouveau-nés, a expliqué le même responsable. Plusieurs interventions chirurgicales d'implants cochléaires ont été réalisées dans le même établissement de santé ces dernières années, a-t-on rapporté. Une équipe médicale spécialisée relevant du service mère et enfant de l'hôpital de Timimoun a été chargée de la gestion de ce matériel médical.

TIZI-OUZOU

Plus de 5,5 millions de litres d'huile d'olive produits depuis le début de la campagne

Un volume total de plus de 5,5 millions de litres d'huile d'olive a été produit à Tizi-Ouzou depuis le début de la campagne oléicole 2024/2025 qui est sur le point d'être clôturée, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Rencontré en marge de la fête de l'olivier abritée par la maison de la culture Mouloud Mammeri, le chef service organisation de la production et appui technique (OPAT) de la DSA, Nadir Boussa, a indiqué que ces plus de 5,5 millions de litres d'huile qui ont été produits suite à la trituration de plus 276.300 quintaux d'olives avec un rendement moyen dépassant 20 litres d'huile par quintal de fruits. La récolte des olives, qui affiche un taux d'avancement de 98%, s'est effectuée sur 29.577 ha du verger oléicole productif de la wilaya s'étendant sur une superficie totale de 30.345 ha, a indiqué le même responsable. Durant la campagne écoulée 2023/2024, la wilaya de Tizi-Ouzou a engrangé 7 millions

de litres d'huile d'olive et cette saison, la DSA prévoit d'atteindre 6 millions de litres à la fin de la campagne, a-t-il noté. M. Boussa a observé qu'une amélioration de la production est attendue pour la prochaine campagne oléicole 2025/2026 au vu des "indicateurs favorables" qui s'affichent d'ores et déjà, notamment en matière de pluviométrie. "Toutefois, les agriculteurs doivent contribuer à l'amélioration de la production par le respect de l'itinéraire technique". A noter que la wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'un verger oléicole d'une superficie totale de plus de 38.000 ha comptant plus de 4,3 millions d'oliviers. Pour rappel, la fête de l'olivier "Rahva n tze-mourt", ouverte samedi et animée par une

trentaine d'exposants, se poursuivra jusqu'à mardi prochain. Elle vise à rappeler l'importance de l'oléiculture en tant qu'atout économique à développer et comme héritage patrimonial, à préserver. Organisée en collaboration avec la Direction de la Culture et des Arts et la Direction des Services agricoles, elle est aussi une occasion de rappeler l'enracinement de l'activité oléicole dans la wilaya où "coexistent le savoir-faire hérité des ancêtres et les techniques modernes de production, associés à un attachement profond de la population locale à l'olivier, assurant à Tizi-Ouzou une place prépondérante dans le paysage national et régional de l'oléiculture", selon les organisateurs.

SIDI BEL ABBES

Plusieurs interventions pour évacuer les eaux pluviales

Plusieurs interventions ont été effectuées dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, dans la nuit de samedi à dimanche, pour drainer les eaux stagnantes causées par les fortes pluies, a indiqué la cellule de communication des services de la wilaya. La même source a précisé que les agents de la protection civile sont intervenus, en collaboration avec les services de l'Office national d'assainissement et l'entreprise "Nadif Com" de Sidi Bel Abbes dans plusieurs points et rues submergés par les eaux de pluie, tels que le quartier

Bab El Dhaya à Sidi Bel Abbes, la route nationale RN13 et la route de Mascara, afin de nettoyer les canalisations d'assainissement et faciliter la circulation. Les mêmes services sont également intervenus devant la station de transport des voyageurs et à l'intérieur de l'école primaire "Les Frères Assas", dans la commune de Belarbi, ainsi que dans certaines maisons des communes de Tilmouni, Belarbi et Oued Sefioun, en plus de l'évacuation des eaux des sous-sols des immeubles "Sorecor" au chef-lieu de la wilaya.

L'unité secondaire de la protection civile de la daïra de Moulay Slissen est intervenue pour surveiller la montée du niveau de l'eau dans le lit de l'oued en provenance de la commune de Tajmout, relevant de Aïn Talout, dans la wilaya de Tlemcen, causant des perturbations dans la circulation, selon la protection civile, ajoutant que l'opération de surveillance est toujours en cours, avec une baisse partielle du niveau des eaux et le début de la circulation des véhicules. Concernant les accidents de la circulation durant cette période de pertur-

bations météorologiques, la même source a révélé que deux accidents ont été enregistrés : le premier a eu lieu, tôt dans la matinée sur la route nationale RN 13 entre AchibaChelia et le carrefour de OuledZiad, suite à une collision entre deux véhicules, sans faire de victimes, tandis que le second a eu lieu sur la route nationale RN17, reliant les communes de Sfisef et Bouhanifa (Mascara), suite à une sortie de route et au renversement d'une voiture, causant des blessures graves à deux personnes, qui ont été transportées à l'hôpital de Sfisef.

DJANET

Exécution d'une manœuvre de sauvetage et de secours en zones sahariennes difficiles

Une manœuvre nationale de recherche et de secours terrestres en zones sahariennes difficiles est en cours d'exécution dans la wilaya de Djanet, sous la supervision de cadres de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), ont indiqué dimanche les organisateurs. Retenue au titre du programme annuel de la DGPC portant application de manœuvres par ses équipes spécialisées, cet exercice d'application intervient en application du plan d'activités scientifiques tendant à assurer la sécurité et la protection du citoyen des différents risques, notamment en régions sahariennes, une destination touristique très prisée. Le scénario de l'exercice simule des interventions en endroits et zones accidentées difficiles, des sommets de monts, à la recherche de personnes égarées se trouvant en situation critique, pour leur prodiguer les premiers secours. Étale sur quelques jours

et en étapes afférentes à la reconnaissance des zones difficiles avant le lancement des actions d'intervention et de sauvetage en sommets, l'exercice permettra à développer les capacités techniques acquises, l'évaluation des procédés et modules adoptés lors de cette intervention, dont l'escalade de hauts lieux, selon un communiqué de la DGPC. Menée par 18 équipes d'intervention et de sauvetage, issues de 17 wilayas du pays, cette manœuvre, dont la région de Tikoubaouine (60 km de Djanet) sert de cadre, simule la recherche et le sauvetage d'un groupe de personnes égarées, en raison de la faible visibilité engendrée par une forte tempête. Selon le communiqué, l'exercice porte également sur la prise en charge médicale, dans une course contre la montre, des victimes retrouvées, notamment les cas critiques, en tenant compte de la coordination entre les

équipes impliquées dans les différentes opérations de recherche et de sauvetage. Dans ce cadre, le sous-directeur des opérations à la DGPC, le lieutenant-colonel Karim Habi, a indiqué que le plan de la DGPC s'articule sur une stratégie intégrée tendant à venir en aide, en toutes circonstances, aux citoyens, quelles que soient la rudesse des conditions et des reliefs, en vue d'atteindre cet objectif, à la faveur des efforts des équipes spécialisées, de plongée, cynotechnique, d'intervention et de recherche dans les zones difficiles, formées à cet effet par la DGPC. Ces équipes ont bénéficié d'une formation intensive et ont été équipées en moyens nécessaires pour assurer des interventions efficaces à travers différentes wilayas du pays, a ajouté M. Habi avant de signaler que cette région de la wilaya de Djanet a été choisie comme lieu de l'exercice, eu égard à ses reliefs accidentés permettant aux

équipes de la Protection civile de mettre en œuvre leurs opérations d'application et d'échanger leurs expériences. Selon le même responsable, ce regroupement permettra, outre de développer les capacités individuelles et collectives, la dotation de la région en centre d'instruction au profit notamment des pompiers des wilayas de Djanet et d'Illizi, tenant compte de leur vocation touristique. Ceci requiert, a-t-il poursuivi, le renforcement des mesures de protection des touristes et des visiteurs de la région en cas de catastrophes. M. Habi a estimé, en outre, que ces équipes ont fait preuve d'efficacité dans la gestion de nombreuses catastrophes naturelles, dont les inondations et les accidents en pleine nature et ont obtenu des résultats "positifs" dans différentes régions du pays. Les opérations de cette manœuvre se poursuivront jusqu'à mercredi prochain

Pourquoi les économies en développement ont besoin d'un nouveau modèle stratégique

À l'aube du 21^e siècle, l'heure était à l'optimisme et les dirigeants mondiaux affichaient leur détermination à « faire du droit au développement une réalité pour tous et à mettre l'humanité entière à l'abri du besoin ». Quinze ans plus tard, encouragés par un élan de progrès prometteurs, ils se fixaient une échéance ambitieuse : « Nous sommes résolus à éliminer la pauvreté et la faim partout dans le monde d'ici à 2030 ».

Par **INDERMIT GILL (1)** et **AYHAN KOSE (2)**

On a pu croire, pendant un certain temps, à l'avènement prochain d'une ère de progrès extraordinaire pour l'humanité.

Hélas, il n'en fut rien. Alors que le premier quart de ce siècle touche à sa fin, il est désormais évident que les grands objectifs des dernières décennies ne seront pas atteints. Les perspectives de croissance à long terme des économies en développement sont au plus bas depuis 2000, alerte la Banque mondiale dans la dernière édition de ses Perspectives économiques mondiales. Sans une dynamique de croissance plus forte et soutenue, six pays seulement parmi les 26 actuellement à faible revenu sont susceptibles de se hisser au statut d'économie à revenu intermédiaire d'ici à 2050. En 2030, 622 millions (a) de personnes continueront de vivre dans l'extrême pauvreté. Et presque autant (a) continueront de souffrir de la faim et de la malnutrition.

Pour la grande majorité des économies en développement, qui avaient pourtant commencé le nouveau siècle sur une trajectoire de rattrapage avec les revenus des pays les plus riches, le fossé n'a fait que se creuser. La plupart des forces qui avaient autrefois contribué à leur essor ont disparu, pour laisser place à de puissants vents contraires : croissance atone des investissements et de la productivité, vieillissement général de la population (à l'exception des pays les plus pauvres), intensification des tensions commerciales et géopolitiques, montée des dangers du changement climatique...

Comme le montre notre nouveau rapport, les économies en développement ont accompli des avancées considérables au début du 21^e siècle, en affichant une croissance sans précédent depuis les années 1970. Leur contribution à l'économie mondiale est également plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était auparavant, puisqu'elles représentent actuellement près de la moitié du PIB mondial, contre 25 % seulement en 2000. Les économies en développement ont en somme transformé le paysage mondial en l'espace d'une génération. Ces progrès se sont principalement réalisés dans les années ayant précédé la crise financière mondiale de 2008-2009, puis la dynamique s'est essoufflée. La croissance économique globale a enregistré des baisses en série, pour passer de 5,9 % dans les années 2000 à 5,1 %



dans les années 2010, avant de tomber à 3,5 % dans les années 2020. Depuis 2014, la croissance du revenu par habitant dans les économies en développement (à l'exception de la Chine et de l'Inde) est inférieure d'un demi-point de pourcentage à la moyenne des économies à revenu élevé, creusant d'autant le fossé entre pays riches et pays pauvres. Les réformes nationales ont marqué le pas. La dette des États a grimpé à des niveaux record, avec des dépenses publiques qui ont explosé sans s'accompagner d'une hausse des recettes. À cela s'ajoute le ralentissement de l'intégration économique mondiale : le niveau des investissements directs étrangers vers les économies en développement (en pourcentage du PIB) n'est plus que la moitié de ce qu'il était dans les années 2000. En 2024, les nouvelles restrictions commerciales internationales étaient cinq fois supérieures à la moyenne de 2010-2019.

Tout cela a eu des conséquences particulièrement aiguës dans les économies à faible revenu, qui abritent plus de 40 % de la population mondiale vivant avec moins de 2,15 dollars par jour. Ces pays sont au cœur des efforts déployés à l'échelle mondiale pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Or, dans un contexte d'intensification des conflits, de crises économiques fréquentes et d'atonie persistante de la croissance, leurs avancées sont quasiment au point mort. Au début du 21^e siècle, 63 pays étaient classés dans la catégorie des économies à faible revenu. Depuis lors, 39 pays, dont l'Inde, l'Indonésie et le Bangladesh, ont rejoint les rangs des économies à revenu intermédiaire — leur revenu annuel par habitant était supérieur à 1 145 dollars (a) en 2023. Pour le reste d'entre eux, auxquels sont venus s'ajouter dans les années 2010 le

Soudan du Sud et la Syrie, la situation n'a tout simplement pas évolué : ces 15 dernières années, dans ces 26 pays à faible revenu, la hausse moyenne du PIB réel par habitant (corrigé de l'inflation) a été inférieure à 0,1 % par an. Cette succession de vicissitudes met en évidence ce que les économies en développement ont réussi, ou pas, dans ce premier quart de siècle. Elle met aussi en lumière ce qu'elles peuvent faire dans les années à venir pour progresser et tracer leur propre voie, indépendamment de la conjoncture qui prévaut au-delà de leurs frontières. Il convient à cet égard de rappeler que ces pays jouent désormais un rôle accru sur la croissance des autres économies en développement. Leurs échanges commerciaux sont en plein essor : plus de 40 % de leurs exportations de biens sont destinées à d'autres économies en développement, soit deux fois plus qu'en 2000. Et ces économies représentent également une source de plus en plus importante de flux de capitaux, de remises migratoires et d'aide au développement. Selon nos estimations, une augmentation de 1 % de la croissance du PIB dans les trois puissances en développement — Chine, Inde et Brésil — entraîne dans les autres économies en développement une hausse du PIB de près de 2 % après trois ans. Cet effet ne représente toutefois que la moitié environ de celui engendré par la croissance des États-Unis, de la zone euro et du Japon. Autrement dit, le bien-être des économies en développement reste étroitement lié à la croissance des trois plus grandes économies avancées. Leur relation de dépendance est cependant moins forte qu'elle ne l'était au début du siècle, ce qui pourrait leur ouvrir de nouvelles perspectives.

Il ne faut pas se bercer d'illusions sur

l'ampleur de la tâche à venir : pour les économies en développement, les 25 prochaines années seront plus difficiles que les précédentes. Pour y faire face, elles auront besoin d'une nouvelle stratégie, qui les rende davantage capables de se sortir de leurs difficultés et d'exploiter toutes les possibilités de croissance. Avec des politiques appropriées, certains défis peuvent se transformer en opportunités. Fortes de leurs liens commerciaux, les économies en développement ont tout intérêt à intensifier les réformes qui leur permettront d'approfondir leurs relations d'échange et d'investissement mutuelles. Elles peuvent également booster leur croissance en modernisant les infrastructures, en renforçant le capital humain et en accélérant la transition climatique. C'est maintenant qu'il faut commencer à agir, alors que l'économie mondiale reste stable. Selon nos prévisions, la croissance devrait se maintenir autour de 2,7 % en 2025 et 2026, soit un taux comparable à celui de 2024. Une performance en deçà de la moyenne enregistrée dans la décennie pré-COVID (3,1 %), mais qui pourrait s'accompagner de deux tendances favorables, avec la baisse attendue de l'inflation et des taux d'intérêt. Dans un climat politique mondial hautement incertain, les économies en développement seraient bien avisées de ne rien tenir pour acquis. Elles doivent au contraire redoubler d'efforts pour prendre leur destin en main.

(1) Économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale et premier vice-président pour l'Économie du développement

(2) Économiste en chef adjoint et directeur de la cellule Perspectives de la Banque mondiale

Source : Banque Mondiale

SOFT POWER 2.0
Dubaï, capitale de
l'économie de
l'influence

Dans un contexte de débats sur la régulation de plateformes comme TikTok et X, les Émirats Arabes Unis déploient une stratégie ambitieuse, utilisant les réseaux sociaux comme des catalyseurs d'influence et d'opportunités. La création d'un fonds dédié (Content Creators Support Fund), dont l'objectif est de soutenir les créateurs de contenu afin d'attirer 10 000 influenceurs dans le pays, s'inscrit dans l'ambition des Émirats Arabes Unis de devenir une destination de référence pour les médias numériques. Ce projet ne se limite pourtant pas à des bénéfices immédiats : il cherche à renforcer l'attractivité économique du pays sur le long terme en positionnant son écosystème numérique comme un moteur de croissance et d'influence globale. Financée par le Content Creators Support Fund, l'initiative « Creator HQ » est conçue pour accompagner les créateurs de contenu tout en maximisant leur impact, avec pour objectif principal de stimuler l'économie locale et d'en renforcer les dynamiques. Annoncée le 14 janvier dernier à Dubaï par Mohammad Al Gergawi, Minister of Cabinet Affairs et historiquement responsable du développement des médias à Dubaï, elle s'appuie sur une analyse des dynamiques de marché où seulement 4% des créateurs sont considérés comme professionnels, générant des revenus supérieurs à 100 000 dollars annuels. Le programme développe une approche dirigée vers les principales barrières à l'entrée du secteur : l'accès aux ressources, la formation et la monétisation du contenu. Il déploie un dispositif incluant l'obtention facilitée de Golden visa, un accompagnement dans la création d'entreprises et un accès privilégié aux partenariats avec des entreprises implantées aux Emirats.

MAROC

Casablanca en ébullition contre la cherté de la vie

Les rues de Casablanca (centre-ouest du Maroc) étaient le théâtre dimanche d'une imposante marche organisée par la Confédération Démocratique du Travail (CDT), une nouvelle escalade dans la contestation sociale contre la flambée des prix, le chômage et les restrictions des libertés syndicales.

Selon des sources médiatiques locales, des milliers de travailleurs, venus de plusieurs villes, ont exprimé leur exaspération face à des politiques économiques jugées désastreuses, qui ne cessent d'écraser les classes moyenne et défavorisée. Les slogans scandés et les banderoles brandies dénonçaient avec force la corruption et la spéculation, tout en fustigeant les tentatives du gouvernement d'entraver les libertés syndicales, notamment à travers la loi organique sur la grève, qualifiée par les manifestants de "véritable crime contre la classe ouvrière". Le bureau exécutif de la CDT a affirmé, lors de cette mobilisation, que cette action s'inscrit dans une série de protestations menées aux niveaux régional et national, incluant une grève générale récemment décrétée par le syndicat. Il a souligné que le gouvernement actuel ne fait que servir les intérêts d'une minorité influente, au détriment de millions de Marocains qui peinent à subvenir à leurs besoins essentiels dans un contexte de

flambée des prix. "En dépit du discours rassurant du gouvernement, les données officielles, citées par la même source, dressent un constat accablant : 8 millions de Marocains sans couverture sociale, 5 millions sans pension de retraite, 6 millions de travailleurs non déclarés à la sécurité sociale, et plus du tiers de la population plongée dans une pauvreté extrême." La CDT a ajouté que malgré les prétextes avancés par le gouvernement sur l'insuffisance des ressources pour améliorer les salaires et freiner la hausse des prix, des milliards de dirhams (monnaie locale) continuent d'être alloués à des projets favorisant une élite privilégiée, tandis que les classes populaires sont livrées à elles-mêmes face à l'explosion du coût de la vie. L'un des sujets ayant exacerbé la colère populaire est la spéculation sur les prix des carburants. Le syndicat a dénoncé les profits exorbitants engrangés par certaines entreprises, accusées d'accumuler des fortunes grâce à des pratiques douteuses, dans un contexte

d'absence totale de régulation, ce qui ne fait qu'aggraver la précarité des citoyens. Face à ces tensions croissantes, le groupe parlementaire du Parti du Progrès et du Socialisme (PPS) a adressé une question écrite au chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, sur l'augmentation alarmante du coût de la vie et l'inaction des autorités. Le PPS a souligné la responsabilité directe du gouvernement dans l'aggravation de la crise, dénonçant l'inefficacité de ses décisions qui n'ont ni permis d'assurer un accès abordable aux denrées alimentaires, ni d'atténuer la hausse du coût des intrants agricoles, directement impactés par l'envolée des prix du carburant et des frais d'irrigation. Le parti a averti que cette défaillance ne met pas seulement en péril la sécurité alimentaire des Marocains, mais accentue aussi les inégalités sociales et la charge de la crise pesant principalement sur les classes populaires.

TUNISIE

Stabilité des prix et inflation en baisse grâce à des mesures ciblées

Le ministère du Commerce et du Développement des exportations prévoit une poursuite du recul du taux d'inflation au cours des mois de février et mars 2025. Cette baisse du taux d'inflation devrait être accompagnée d'une diminution des prix des produits de consommation essentiels à l'approche du mois sacré du Ramadan. Selon les données officielles de l'Institut National de la Statistique (INS), l'inflation a enregistré une baisse notable en janvier 2025, atteignant environ 6

%, contre 6,2 % en décembre 2024 et 7,8 % en janvier de l'année précédente. Une tendance baissière qui se maintient depuis 23 mois consécutifs, soit depuis mars 2023, grâce aux mesures mises en place pour encadrer et rationaliser les prix. Les projections d'un infléchissement continu de l'inflation s'appuient sur plusieurs décisions stratégiques, notamment le gel des hausses des prix des produits encadrés et une régulation stricte des prix des produits libres.

En parallèle, la prolongation des soldes d'hiver jusqu'à fin février – voire jusqu'à la mi-mars 2025 – et l'application de réductions exceptionnelles sur les tenues de l'Aïd, en concertation avec les acteurs du secteur, devraient également contribuer à cette dynamique. Par ailleurs, le ministère a précisé que des plafonds ont été fixés pour le prix des viandes importées : 35,5 dinars, 32 dinars et 25,5 dinars le kilogramme pour la viande bovine réfrigérée, et 38,2 dinars le kilogramme pour la viande ovine

importée. De plus, des tarifs compétitifs ont été établis pour les viandes locales vendues via la société Ellouhoum : 34,5 dinars le kilogramme pour la viande bovine et 42 dinars pour la viande ovine. Enfin, le ministère du Commerce mise sur l'ouverture de points de vente directs du producteur au consommateur à travers les différents gouvernorats, assurant ainsi un approvisionnement optimal en produits de première nécessité.

MAURITANIE

Le ministère du Commerce conclut un accord pour plafonner les prix du poulet importé

Mme ZeinebouMint Ahmed-nah, ministre du commerce et du tourisme, a présidé lundi soir une réunion dans les locaux du ministère pour discuter des prix du poulet importé afin d'assurer sa disponibilité pour les consommateurs et d'éviter la spéculation pendant le mois sacré du Ramadan. Au cours de la réunion, il a été convenu de plafonner les prix du poulet importé selon le tableau suivant : « Poulet découpé importé : Prix du ki-

logramme en gros : 82 MRU ; Prix du kilogramme en demi-gros : 84 MRU ; Prix de détail au kilo : 95 MRU. Poulet entier importé : Prix de gros par kilo : 118 MRU, Prix de demi-gros par kilo : 120 MRU, Prix au détail par kilogramme : 135 MRU ». Les participants ont souligné que le marché restera ouvert à la concurrence, permettant aux consommateurs de bénéficier de toute réduction de prix, tandis que des mesures strictes seront prises pour empêcher la spéculation qui pourrait conduire à un dépassement des prix fixés. Le ministère du commerce a également souligné que les autorités compétentes assureront un suivi rigoureux de la mise en œuvre de l'accord et prendront les mesures nécessaires pour en garantir le respect. La réunion a rassemblé un certain nombre de fonctionnaires du ministère du commerce et du tourisme, dont M. Amadou El Hadj Gueye, secrétaire général du ministère, Mme

LemattEwnene, présidente du comité de surveillance du marché, Mme Lalla Rachid Ould Saleh, directrice générale de la centrale d'achat et d'approvisionnement, M. Mohamed Moustapha Ould Ali, directeur de la protection des consommateurs et de la répression des fraudes, M. Mohamed Salem Ould Imam, directeur de la concurrence et de la régulation du marché, ainsi que des représentants de la fédération du commerce.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Hausse de 8 % attendue en 2025 pour la production du cuivre

Devenue en 2023 le deuxième producteur mondial de cuivre, la RDC continue chaque année d’améliorer ses performances dans le secteur. Après le cap de 3 millions de tonnes atteint en 2024, le pays devrait encore accroître sa production de cuivre dans les prochains mois.

La production de cuivre en RDC devrait augmenter d’au moins 8 % en 2025. C’est la prévision faite par le cabinet britannique d’analyse de prix CRU Group dans son rapport sur les perspectives des marchés des matières premières, paru en janvier dernier. Cette prévision intervient alors que la production de cuivre de la RDC est attendue à plus de 3 millions de tonnes en 2024, une première historique. CRU n’a pas donné de détails sur le volume de cuivre que devraient livrer les mines congolaises cette année. En tenant compte d’une production annuelle de cuivre désormais supérieure à 3 millions de tonnes en RDC, les analystes ont simplement indiqué qu’un « écart de 5 % à la hausse en 2025 équivaldrait à 150 000 t de cuivre supplémentaires ». Cette croissance de la production en 2025 serait soutenue par les grandes mines congolaises de cuivre, notamment TenkeFungu-

rume et Kisanfu, et d’autres petits projets difficiles à surveiller, a ajouté le CRU. Il faut souligner que la production congolaise de cuivre a connu une croissance significative ces dernières années, permettant à la RDC d’émerger en 2023 comme le deuxième producteur mondial. Pour Fastmarkets, une autre agence d’analyse des marchés de métaux, la RDC s’appuie sur d’immenses réserves inexploitées et l’afflux d’investissements chinois dans son secteur minier ces dernières années. « Je dirais que la RDC est dominée par les investissements chinois [...] dans des projets relativement nouveaux. Comme nous l’avons vu presque partout dans le monde, les investissements chinois dans les nouvelles mines signifient qu’elles sont construites rapidement et que la montée en puissance est rapide », explique Andy Cole, analyste chez Fastmarkets.

À la fois symbole de la croissance rapide de la production congolaise de cuivre et des investissements chinois, le complexe cuprifère Kamoa-Kakula est entré en production en 2021 grâce aux investissements communs d’Ivanhoe Mines et du chinois Zijin Mining. Si Ivanhoe est une compagnie immatriculée au Canada, elle compte les chinois Zijin Mining et CITIC comme principaux actionnaires. Selon le gouvernement congolais, la hausse de la production de cuivre ne lui profite pourtant pas encore pleinement, notamment à cause de prix de vente du cuivre jugés inférieurs à ceux du marché pour Kamoa-Kakula, la plus grande mine du pays. La Gécamines cherche aussi à renforcer son implication dans le négoce du cuivre, en obtenant le volume de métal rouge correspondant à sa participation dans les différentes mines du pays, afin de le vendre à ses propres conditions.

CÔTE D’IVOIRE

Un financement de CDC-CI Capital pour booster les opérations de Djamo

La fintech ivoirienne spécialisée dans la gestion financière fait un bond en avant grâce à un soutien financier stratégique de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d’Ivoire, visant à optimiser ses opérations de monnaie électronique. Djamo Côte d’Ivoire, la fintech innovante du groupe DjamoInc, a propulsé son développement en signant le mercredi 19 février 2025 un accord de financement de 800 millions FCFA (1,27 million \$) avec CDC-CI Capital, filiale à 100 % de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d’Ivoire (CDC-CI). Cet investissement stratégique permettra à Djamo CI de renforcer et de fluidifier ses opérations de monnaie électronique. En augmentant ses ressources de monnaie virtuelle, la fintech pourra offrir à ses clients des services plus performants et élargir l’accès aux services financiers dans toute la région. Ce partenariat ne se limite pas à un simple apport de capitaux. Il ouvre également la voie à une participation active de CDC-CI Capital dans le secteur de la finance numérique, un domaine à fort potentiel pour promouvoir l’inclusion financière et améliorer l’accès aux services bancaires pour les populations sous-bancarisées. Une success story en pleine expansion Fondée en janvier 2020 par Régis Bamba et Hassan Bourgi, Djamo CI a déjà levé 1 million \$ en 2021 et 13 millions \$ lors d’un tour de table de série B en novembre 2024. Ces succès témoignent de la dynamique de la fintech ivoirienne, qui se positionne aujourd’hui parmi les leaders du financement en equity en Afrique, occupant la 9^e place, selon le rapport annuel 2024 de Partech. Djamo CI va bien au-delà de la gestion financière traditionnelle. La plateforme permet d’effectuer des paiements en masse pour les salaires, d’accepter des transactions via tous les opérateurs de mobile money, et de commander des cartes en gros pour les équipes. En facilitant l’accès aux services financiers, elle révolutionne le quotidien des entrepreneurs informels et des entreprises de toutes tailles en Côte d’Ivoire.

CONGO

La Senelec apporte son expertise pour réformer le secteur électrique

Le Congo fait face depuis plusieurs années à des difficultés récurrentes en matière de fourniture d’électricité, notamment des délestages fréquents et des problèmes d’infrastructure. Le Sénégal apportera son expertise pour soutenir le Congo dans l’amélioration de la fourniture d’électricité sur son territoire. Ceci se fera en vertu d’un contrat d’af-

fermage officialisé lundi 17 février par la presse locale, entre la Société nationale d’électricité du Sénégal (Senelec) et le ministère congolais de l’Énergie et de l’Hydraulique. Dans le cadre de cet accord « historique », selon Pape Mamadou Diop, directeur général d’une des filiales de la Senelec signataire du contrat, la société s’est vue confiée un cahier des

charges de 10 ans, couvrant la gestion, l’entretien et la maintenance du réseau électrique congolais. Selon l’entente des parties prenantes, la Senelec veillera également à l’amélioration des performances du système de distribution et devra par ailleurs s’assurer du recouvrement des créances ainsi que le suivi des abonnés. Avec ce contrat d’affer-

mage, Énergie électrique du Congo (E2C) cesse d’assurer directement la distribution et la commercialisation de l’électricité pour se concentrer sur la gestion de ses actifs. En devenant une société de patrimoine, elle conserve la propriété des infrastructures, mais délègue leur exploitation à des partenaires comme la Senelec. Ainsi, E2C percevra des reve-

nus sous forme de dividendes liés aux 15 % de parts qu’elle détient dans les différentes branches du secteur électrique, incluant la production, le transport, la distribution et la commercialisation. Le gouvernement congolais espère que cette réforme contribuera à améliorer la fiabilité du service électrique, avec en ligne de mire, l’accès universel à l’électricité.

ÉTHIOPIE

Un projet de 600 millions \$ pour booster la production laitière

L’Éthiopie possède le plus grand cheptel de bovins d’Afrique. Le pays qui vise l’autosuffisance en produits laitiers, mise sur la coopération avec des partenaires financiers étrangers pour renforcer la production locale à travers de nouveaux projets. En Éthiopie, la société britannique de capital-investissement Asset Green a signé le 17 février un accord avec l’Ethiopian Investment Holdings (EIH) et l’Ethiopian Agricultural Business Corporation (EABC). Ce partenariat tripartite a pour objectif la réalisation

conjointe d’un projet intégré de production laitière et de cultures commerciales dans le pays pour un investissement de 600 millions \$. Dans un communiqué publié sur son site, l’EIH précise que ce projet se décline en deux phases. La première consiste à établir une ferme laitière moderne sur une superficie de 15 000 hectares intégrant la production d’aliments pour bétail, tandis que la deuxième phase prévoit l’extension de l’exploitation vers la culture du coton, des oléagineux et du riz.

Alors que les détails sur l’emplacement des infrastructures et de la date de démarrage des travaux n’ont pas été révélés, Albrecht Frischenfchlager, directeur des investissements d’Asset Green, estime pour sa part que cet investissement permettra de mettre en œuvre le plus grand projet de développement laitier en Afrique. Plus largement cette initiative s’inscrit dans la continuité des efforts du gouvernement éthiopien pour doper la production locale de lait et réduire la dépendance aux importations de pro-

duits laitiers. Les données compilées sur la plateforme Trade map, indiquent que le pays a importé pour près de 23,5 millions \$ de produits laitiers en 2023 pour combler son déficit de production. Dans le cadre de sa Stratégie nationale de développement laitier, le ministère de l’Agriculture ambitionne de faire passer la production locale de lait à 28,4 millions de tonnes d’ici 2031 pour atteindre l’autosuffisance, contre un niveau 4 fois plus bas enregistré en 2022 (7,1 millions de tonnes).

BOURSE DE PARIS

Stable, les élections allemandes rassurent

La bourse de Paris affiche un repli anecdotique de 0,1% ce matin, autour des 8145 points, partagée entre les baisses de Schneider Electric (-3,9%) et Legrand (-1,3%) et les hausses de Veolia et Carrefour (+2,4%). Outre-Rhin, le DAX s'arroe près de 0,8 % après la victoire des conservateurs aux élections législatives allemandes, un résultat qui éloigne le scénario d'un accroissement du risque politique en Europe.

Selon les décomptes définitifs du scrutin, l'alliance CDU/CSU est arrivée en tête avec 28,6% des voix, devant le parti d'extrême-droite AfD qui a récolté 20,8% des suffrages et les sociaux-démocrates du SPD crédités de 16,4% des voix. Les investisseurs - qui redoutaient une éventuelle poussée populiste du fait de la récente montée en puissance de l'AFD dans les sondages - peuvent ainsi exprimer une certaine forme de soulagement. La progression du marché parisien et des places boursières européennes devrait toutefois rester limitée, ce résultat ayant été largement anticipé par les investisseurs. 'La réaction relativement limitée de l'euro suite à la publication des résultats montre à quel point l'issue des élections avaient été bien intégrée par les marchés', commente Michael Brown, stratège chez Pepperstone. Les conservateurs allemands sont considérés par les marchés comme ayant des positions favorables aux entreprises et les analystes rappellent que les marchés ont tendance à saluer leur arrivée au pouvoir. Les investisseurs s'interrogent néanmoins sur la capacité de l'alliance CDU/CSU à gouverner, puisqu'il va désormais leur falloir rassembler une large majorité afin de pouvoir mettre en place de possibles réformes. 'Un accord avec le SPD - qui avait déjà pris la forme d'une 'grande coalition' par le

passé - semble le scénario le plus probable, dans la mesure où les conservateurs ont exclu de se rapprocher de l'AFD et de la gauche', expliquent les analystes de Deutsche Bank. Au-delà du facteur politique, la semaine qui s'ouvre aujourd'hui sera marquée par plusieurs rendez-vous de premier plan, à commencer par les résultats trimestriels de Nvidia qui tomberont mercredi soir. Les investisseurs espèrent à l'occasion se rassurer sur la trajectoire exponentielle des investissements dans l'IA, une thématique qui a permis à Wall Street de voguer de record en record depuis près d'un an et demi. 'Nous nous attendons à ce que le groupe fasse encore état de solides performances en dévoilant des comptes meilleurs que prévu et en relevant ses objectifs, ce qui devrait permettre de calmer les nerfs du marché', prédit Dan Ives, analyste chez Wedbush Securities. Des groupes de premier plan tels que le spécialiste des magasins de bricolage Home Depot et le concepteur de logiciels d'entreprise Salesforce dévoileront également leurs résultats trimestriels dans les jours à venir. En Europe, plusieurs ténors de la cote dont AN InBev, Allianz, AXA, BASF, Danone, Deutsche Telekom, Saint-Gobain ou Stellantis se plieront également à l'exercice.

Sur le front des statistiques, le climat des affaires est resté stable en Allemagne au mois de février, reflétant le climat d'attentisme ayant caractérisé la première économie européenne en amont des élections législatives qui se sont tenues hier. L'institut Ifo a précisé que son indice du climat des affaires, calculé à partir d'un échantillon de 9.000 entreprises, est resté inchangé à 85,2 sur le mois qui s'achève, comme en janvier. Les économistes l'attendaient à 85,4, à comparer avec 85,1 le mois précédent en première lecture. 'Le sentiment qui domine au sein des entreprises allemandes continue d'être au scepticisme' relève l'Ifo dans un communiqué. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Sanofi et Teva Pharmaceuticals font part de nouveaux résultats détaillés de l'étude de

phase IIB RELIEVE UCCD consacrée au duvakitug chez des patients souffrant de formes modérées à sévères de colite ulcéreuse et de maladie de Crohn. Atos annonce avoir remporté auprès de la Centrale d'Achat de l'Informatique Hospitalière (CAIH) le marché pour les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage liées à la sécurité des systèmes d'information et à la protection des données personnelles. SES a annoncé lundi avoir conclu un partenariat avec Quvia, une société américaine spécialisée dans la gestion de la qualité de l'expérience (QoE) à partir de l'IA. Thales annonce avoir signé un protocole d'accord avec Qatar Airways afin d'établir à Doha (Qatar), un centre dédié à la maintenance et aux services pour les activités de divertissement en vol (IFE).

L'Europe avance à l'ouverture après les élections allemandes

Les principales Bourses européennes s'affichent en hausse lundi à l'ouverture, après la victoire des conservateurs dimanche en Allemagne et avant plusieurs publications de données clés cette semaine. À Paris, le CAC 40 se replie de 0,16% à 8.141,42 points vers 08h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,78% contre 0,1% pour le FTSE à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,05%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,15% et le Stoxx 600 0,1%. Les conservateurs de la CDU/CSU ont remporté les élections législatives dimanche en Allemagne, devant le parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne. Le soulagement domine sur des marchés inquiets de la progression de ce parti anti-immigration et pro-russe, bien que les négociations pour former un gouvernement de coalition

s'annoncent laborieuses. "Les défis du prochain gouvernement allemand sont colossaux alors que le PIB allemand est globalement à son niveau de 2018 et que la production industrielle du pays évolue 15% en-dessous de son niveau pré-COVID", ajoutent les stratégestes de Natixis. Une salve de données est attendue au cours des prochains jours: l'IFO allemand lundi, les indices de climat des affaires en zone euro jeudi, l'inflation flash de février pour les quatre grands pays de la zone euro jeudi et vendredi et les deuxièmes estimations du PIB pour le premier trimestre tout au long de la semaine. Aux Etats-Unis, l'inflation PCE pour janvier sera publiée vendredi. Aux valeurs, Elior bondit de 3,2% après que Citigroup a repris le suivi de la valeur avec une recommandation à "acheter".

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 24 Février 2025 Valeur : 26 Février 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5275	134.5425
1	EUR	EURO	141.1059	141.1351
1	GBP	POUND STERLING	170.0297	170.0702
100	JPY	JAPANESE YEN	89.9849	90.0010
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5622	18.5660
1	CHF	SWISS FRANC	149.9916	150.0920
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.7577	94.7883
1	DKK	DANISH KRONE	18.9166	18.9201
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6693	12.6731
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0979	12.1031
1	AED	UAE DIRHAM	36.6241	36.6331
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8721	35.8780
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.0697	436.2597
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2192	42.6435
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5194	13.5209
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3213	27.4616
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3692	3.3796
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.6143	176.6143

CAC 40

Une hausse modérée après les élections en Allemagne

La Bourse de Paris devrait ouvrir en légère hausse lundi matin suite à la victoire des conservateurs aux élections législatives allemandes, un résultat qui éloigne le scénario d'un accroissement du risque politique en Europe. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - qui a dorénavant basculé sur l'échéance mars - grignote six points à 8178,5 points, annonçant un modeste rebond après les pertes essuyées la semaine dernière (-0,4%). Selon les décomptes définitifs du scrutin, l'alliance CDU/CSU est arrivée en tête avec 28,6% des voix, devant le parti d'extrême-droite AfD qui a récolté 20,8% des suffrages et les sociaux-démocrates du SPD crédités de 16,4% des voix. Les investisseurs - qui redoutaient

une éventuelle poussée populiste du fait de la récente montée en puissance de l'AFD dans les sondages - pourraient ainsi exprimer une certaine forme de soulagement. La progression du marché parisien et des places boursières européennes devrait toutefois rester limitée, ce résultat ayant été largement anticipé par les investisseurs. 'La réaction relativement limitée de l'euro suite à la publication des résultats montre à quel point l'issue des élections avaient été bien intégrée par les marchés', commente Michael Brown, stratège chez Pepperstone. Après le verdict de dimanche soir, l'euro a toutefois franchi le seuil de 1,05 dollar dans l'espoir de la mise en place d'une politique plus favorable à la croissance, alors que l'activité en Allemagne semble en panne

depuis plus de deux ans. Les conservateurs allemands sont considérés par les marchés comme ayant des positions favorables aux entreprises et les analystes rappellent que les marchés ont tendance à saluer leur arrivée au pouvoir. Les investisseurs s'interrogent néanmoins sur la capacité de l'alliance CDU/CSU à gouverner, puisqu'il va désormais leur falloir rassembler une large majorité afin de pouvoir mettre en place de possibles réformes. 'Un accord avec le SPD - qui avait déjà pris la forme d'une 'grande coalition' par le passé - semble le scénario le plus probable, dans la mesure où les conservateurs ont exclu de se rapprocher de l'AFD et de la gauche', expliquent les analystes de Deutsche Bank. Au-delà du facteur politique, la se-

maine qui s'ouvre aujourd'hui sera marquée par plusieurs rendez-vous de premier plan, à commencer par les résultats trimestriels de Nvidia qui tomberont mercredi soir. Les investisseurs espèrent à l'occasion se rassurer sur la trajectoire exponentielle des investissements dans l'IA, une thématique qui a permis à Wall Street de voguer de record en record depuis près d'un an et demi. 'Nous nous attendons à ce que le groupe fasse encore état de solides performances en dévoilant des comptes meilleurs que prévu et en relevant ses objectifs, ce qui devrait permettre de calmer les nerfs du marché', prédit Dan Ives, analyste chez Wedbush Securities. Des groupes de premier plan tels que le spécialiste des magasins de

bricolage Home Depot et le concepteur de logiciels d'entreprise Salesforce dévoileront également leurs résultats trimestriels dans les jours à venir. En Europe, plusieurs ténors de la cote dont AN InBev, Allianz, AXA, BASF, Danone, Deutsche Telekom, Saint-Gobain ou Stellantis se plieront également à l'exercice. L'agenda au niveau des indicateurs s'annonce par ailleurs chargé avec les derniers chiffres des prix à la consommation en zone euro pour le mois de janvier, puis l'indice Ifo du climat des affaires en Allemagne, attendus dans le courant de la matinée. Suivront, jeudi puis vendredi la deuxième estimation du PIB américain de 4ème trimestre puis l'indice des prix 'PCE', la mesure de l'inflation préférée de la Fed.

INVESTISSEMENTS PÉTROLIERS ET GAZIERS EN NORVÈGE

Hausse prévue de 4 % en 2025

L'industrie norvégienne prévoit une augmentation de 4 % des investissements offshore en 2025, atteignant 275 milliards de couronnes, avec un renforcement de l'exploration pour ralentir le déclin naturel de production.

L'investissement dans les activités pétrolières et gazières sur le plateau continental norvégien devrait connaître une hausse notable en 2025. Selon le dernier rapport publié le 16 décembre par l'organisation industrielle Offshore Norge, les dépenses totales devraient atteindre 275 milliards de couronnes norvégiennes (Nkr), soit environ 24,6 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente. Dans une analyse précédente réalisée en décembre 2023, l'organisme anticipait une baisse des investissements pour 2025. Cependant, des prix plus élevés des biens et services, couplés à un affaiblissement de la couronne norvégienne, ont modifié les prévisions. Offshore Norge souligne également que l'intensification des projets de développement en cours, des forages d'appoint et des activités de production sur les champs opérationnels ont contribué à cette révision à la hausse.

Un ralentissement prévu après 2025

Selon les prévisions actuelles, après cette

hausse en 2025, les investissements devraient progressivement diminuer. Offshore Norge estime que les dépenses atteindront environ 250 milliards de couronnes en 2026 et légèrement plus de 200 milliards de couronnes d'ici 2029. Cette baisse prévue s'explique par l'achèvement des projets initiés avant 2025. Toutefois, de nouveaux projets pourraient ajuster ces projections à la hausse vers la fin de la période.

Une intensification cruciale de l'exploration

L'activité d'exploration devrait également s'intensifier en 2025. Offshore Norge prévoit qu'environ 45 puits d'exploration seront forcés sur le plateau continental norvégien au cours de l'année. Cette augmentation est jugée essentielle pour compenser le déclin naturel de la production lié à l'épuisement progressif des champs. « Exploration et développement restent cruciaux pour ralentir cette tendance », a déclaré Marius Menth Andersen, chef économiste

d'Offshore Norge. Il ajoute que cette démarche est indispensable pour garantir des approvisionnements énergétiques stables à destination des pays européens, dont la dépendance vis-à-vis de la Norvège s'est accrue depuis 2022. La Norvège, fournisseur clé pour l'Europe Aujourd'hui, la Norvège est devenue le principal fournisseur de gaz naturel pour l'Europe, à la suite de la réduction drastique des flux russes en 2022. Les livraisons norvégiennes couvrent environ 25 % de la demande européenne. La flambée des prix du gaz en Europe a également encouragé les producteurs à maximiser leurs exportations. Le 13 décembre, Platts, une division de S&P Global Commodity Insights, a évalué le prix de référence du gaz TTF pour le mois suivant à 41,10 €/MWh. Continuer d'investir dans de nouveaux projets permettra à la Norvège de maintenir ses niveaux d'exportation sur le long terme et de répondre à la demande croissante de partenaires européens, soucieux de s'assurer des approvisionnements énergétiques fiables et stables.

INDONÉSIE

Djakarta lance un fonds souverain visant à détenir 900 milliards de dollars d'actifs

Le président indonésien Prabowo Subianto a lancé lundi le plus grand fonds souverain du pays, qui vise à détenir à terme plus de 900 milliards de dollars d'actifs alors qu'il cherche à dynamiser la croissance de la plus grande économie d'Asie du Sud-Est. Le nouveau fonds, Danantara Indonesia, s'inspire du fonds souverain

singapourien Temasek et a reçu l'approbation du Parlement en février. Il prendra le contrôle des participations de l'Etat dans les entreprises publiques et sera doté d'un budget initial de 20 milliards de dollars (18,9 milliards d'euros), selon les médias d'Etat. Le gouvernement n'a pas précisé quelles entreprises publiques seront

contrôlées par le fonds, mais le président a indiqué qu'il souhaitait qu'il gère à terme plus de 900 milliards de dollars (855 milliards d'euros) d'actifs. Le fonds qui servira de véhicule d'investissement pourrait être utilisé pour financer plus d'une douzaine de projets cette année, avec des investissements attendus dans diffé-

rents secteurs, notamment les énergies renouvelables et la production alimentaire, a précisé le président. Danantara est le deuxième fonds souverain indonésien, après l'Indonesia Investment Authority, lancé en 2021 et qui détient 10,5 milliards de dollars d'actifs.

CHINE

Alibaba investira 50 milliards d'euros dans l'IA et le cloud

Le géant chinois Alibaba a annoncé lundi investir 50 milliards d'euros dans l'intelligence artificielle (IA) et le cloud, quelques jours après une rencontre de bon augure entre son cofondateur Jack Ma et le président Xi Jinping. Le groupe basé à Hangzhou (est de la Chine) possède certaines des plateformes de commerce en ligne les plus utilisées du pays (notamment Taobao) et est l'un des mastodontes technologiques du géant asiatique. Les investisseurs se sont rués

sur les actions de ces entreprises technologiques chinoises depuis début 2025. Alibaba a ainsi vu son titre s'envoler à son plus haut niveau depuis trois ans. Cette tendance s'est encore renforcée la semaine dernière, avec l'annonce par l'entreprise d'une forte croissance de son chiffre d'affaires trimestriel, un nouveau signe d'un retour en force du secteur après des années de morosité. Alibaba prévoit d'investir "au moins 380 milliards de yuans (50 milliards d'euros) au cours des trois

prochaines années pour faire progresser son infrastructure de cloud computing et d'IA", a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Cette stratégie vise à "renforcer l'engagement" du groupe "en faveur de l'innovation technologique à long terme" et "souligne l'accent mis par l'entreprise sur une croissance axée sur l'IA", a-t-il précisé. Alibaba n'a toutefois pas détaillé comment ces 50 milliards d'euros seront répartis entre le cloud (informatique à distance) et l'intelligence artificielle.

ANGLETERRE

200 millions de livres débloqués pour la transition d'une raffinerie géante

Le premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé dimanche le déblocage d'une enveloppe supplémentaire de 200 millions de livres (241 millions d'euros) afin d'assurer la transition d'un important site industriel écossais, qui doit fermer ses portes cet été. La fermeture de la raffinerie géante de Grangemouth, la seule d'Ecosse et la plus vieille du Royaume-Uni, avait été annoncée en 2023 par son propriétaire, le groupe Petroineos, qui veut en faire un terminal d'importation de carburants. Plus de 400 emplois sont menacés par cette fermeture. S'exprimant lors de la conférence du Parti travailliste écossais à Glasgow, Keir Starmer a annoncé le déblocage de 200

millions de livres (soit plus de 241 millions d'euros), qualifiant cette opération d'«investissement dans l'avenir industriel de l'Ecosse». Cette enveloppe s'ajoute aux 100 millions de livres (soit 120 millions d'euros), déjà mis sur la table par le gouvernement britannique et le gouvernement local écossais. Le gouvernement britannique financera également des formations professionnelles en vue d'éventuels reclassements externes, a annoncé Keir Starmer.

«Un pas en avant dans la bonne direction»

Le syndicat Unite, l'un des deux plus grands syndicats du Royaume-Uni, a salué cette annonce, estimant qu'elle

constituait «un pas en avant dans la bonne direction». Ce dernier s'était fermement opposé à la fermeture du site et avait lancé une campagne en ce sens. «Cela doit être le début et non la fin d'une véritable transition pour les travailleurs de Grangemouth», prévient le syndicat dans son communiqué, appelant le gouvernement à donner davantage de précisions sur la façon dont les fonds seront utilisés. En Ecosse, le dirigeant travailliste a également assuré que le pétrole et le gaz feront toujours partie du mix énergétique écossais dans «les décennies» à venir. Il a également indiqué que le Royaume-Uni devait être à la pointe des énergies propres et que le site de Grangemouth présentait une «énorme opportu-

nité de renouveau». Mais la transition vers les énergies renouvelables «doit être gérée de manière pragmatique», a-t-il encore déclaré, martelant l'importance «vitale» des énergies fossiles «pour notre sécurité» énergétique. Le gouvernement travailliste avait, dès son retour au pouvoir en juillet 2024, lancé son grand plan sur les énergies vertes avec l'ambition de faire du Royaume-Uni un «leader mondial» grâce notamment à une nouvelle entreprise publique, Great British Energy. Fin septembre 2024, la dernière centrale au charbon du Royaume-Uni a officiellement fermé, mettant un terme à l'utilisation de ce combustible très polluant dans sa production d'électricité, une première pour un membre du G7.

ROYAUME-UNI
Déblocage de 200 millions de livres pour la transition d'une raffinerie géante

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé dimanche le déblocage d'une enveloppe supplémentaire de 200 millions de livres (241 millions d'euros) afin d'assurer la transition d'un important site industriel écossais, qui doit fermer ses portes cet été. La fermeture de la raffinerie géante de Grangemouth, la seule d'Ecosse et la plus vieille du Royaume-Uni, avait été annoncée en 2023 par son propriétaire, le groupe Petroineos, qui veut en faire un terminal d'importation de carburants. Plus de 400 emplois sont menacés par cette fermeture. S'exprimant lors de la conférence du Parti travailliste écossais à Glasgow, M. Starmer a annoncé le déblocage de 200 millions de livres (soit plus de 241 millions d'euros), qualifiant cette opération d'«investissement dans l'avenir industriel de l'Ecosse". Cette enveloppe s'ajoute aux 100 millions de livres (soit 120 millions d'euros), déjà mis sur la table par le gouvernement britannique et le gouvernement local écossais. Le gouvernement britannique financera également des formations professionnelles en vue d'éventuels reclassements externes, a annoncé M. Starmer. Il a également assuré que le pétrole et le gaz feront toujours partie du mix énergétique écossais dans "les décennies" à venir. Le Premier ministre a également indiqué que le Royaume-Uni devait être à la pointe des énergies propres et que le site de Grangemouth présentait une "énorme opportunité de renouveau". Mais la transition vers les énergies renouvelables "doit être gérée de manière pragmatique", a-t-il encore déclaré, martelant l'importance "vitale" des énergies fossiles "pour notre sécurité" énergétique.

MOTEUR 1.2 PURETECH

Un nouveau rappel pour près de 68 000 véhicules

Dans sa version atmosphérique, le moteur 1.2 Puretech a pu recevoir une buse de refroidissement défectueuse, avec un risque de casse mécanique, voire d'incendie dans les cas les plus graves. Stellantis a mis en place un rappel pour corriger le tir.

Après avoir été salué par les critiques à ses débuts, le 1.2 Puretech, alias EB2, est devenu le pire cauchemar de milliers d'automobilistes... et du groupe Stellantis qui a vu son image durablement entachée. D'autant que ce trois-cylindres est désormais victime d'un "nouveau" problème, du moins dans sa version atmosphérique de 82 ch. Cette fois, la conception même de ce trois-cylindres, avec sa sulfureuse courroie de distribution à bain d'huile, n'est toutefois pas mise en cause d'après le service communication de l'entreprise. C'est un équipementier qui est à l'origine de cette défaillance. La buse de refroidissement par jet d'huile du moteur qu'il a fourni pourrait se montrer défectueuse. Le piston de ce composant pourrait atteindre le vilebrequin et/ou les paliers de bielle, deux éléments cruciaux de la mécanique.

Des conséquences potentiellement lourdes

La note interne transmise au réseau indique ainsi que "dans le pire des cas, un trou apparaît dans le bloc moteur" ce qui déboucherait alors sur une casse. Plus inquiétant encore, "si de l'huile coule sur la conduite d'échappement, il n'est pas exclu qu'un incendie se déclare dans le compartiment moteur." La fiabilité n'est donc pas la seule à être potentiellement affectée : la sécurité est également en jeu. On entre dès lors dans le cas de figure qui impose à un constructeur automobile de lancer un rappel officiel, avec envoi de courrier aux propriétaires concernés. Environ 68 000 véhicules vont devoir repasser en atelier. Ils ont tous été fabriqués entre 2022 et 2024, même si cela ne signifie pas que



toutes les voitures produites sur cette période sont touchées. La liste comprend :
- 57 000 Citroën C3 de troisième génération
- 2 500 Peugeot 208 de l'actuelle génération
- * 8 700 Opel Corsa de l'actuelle génération et 1 Crossland
Pour corriger le tir, Stellantis procédera au remplacement du filtre à huile et de l'huile, avec la récente huile 5W30 FPW9.55535/03 Quartz Ineo RCP. Il s'agit donc d'une classique vidange, une intervention qui ne prend qu'une demi-heure environ et qui sera cette fois intégralement prise en charge par le constructeur.

Comment savoir si vous êtes concerné ?

Comme évoqué en préambule, seule la version atmosphérique du 1.2 Puretech, forte de 82 ch, est concernée par ce rappel. Les déclinaisons turbo de 110, 130 ou 155 ch sont donc épargnées, même si elles peuvent souffrir d'autres problèmes tels que la dégradation prématurée de la courroie de distribution ou la surconsommation d'huile. La campagne porte le code NS8 chez Citroën, MV2 chez Peugeot et KQ9 chez Opel. Tous les propriétaires concernés seront directement contactés par le constructeur de leur véhicule. Mais vous pouvez aussi utiliser les outils en ligne mis à votre disposition par ces trois marques pour vérifier si votre voiture devra passer au garage. Pour cela, vous aurez simplement besoin du numéro de série, alias VIN. Il se trouve à la lettre E de votre carte grise ou à la base de votre pare-brise, côté conducteur.

Le KGM Torres EVX est aussi proposé dans une version utilitaire électrique

En quête de succès commercial, Astara propose désormais le KGM Torres EVX électrique en version Van, une variante cargo légère destinée aux petits indépendants, aux municipalités et autres services publics. Sur le marché particulièrement concurrentiel des crossovers électriques, le KGM Torres EVX a du mal à trouver des clients. Mais le constructeur coréen a trouvé une solution, puisqu'il est désormais possible de commander ce SUV en version Van. Il s'agit d'une version légère homologuée N1, destinée à un public professionnel. L'importateur Astara parle de petits indépendants, mais aussi d'administrations communales et d'autres services publics.

Espace de chargement fermé

Le KGM Torres EVX Van est équipé d'un espace de chargement fermé, la banquette arrière étant remplacée par une cloison fermée, de six œillets d'arrimage



intégrés dans le plancher de chargement et de barres de protection derrière les fenêtres, destinées à protéger le contenu contre les cambrioleurs. Le véhicule est également doté d'un grand nombre d'équipements sur mesure.

L'espace de chargement du KGM Torres EVX Van mesure 1800 x 1300 x 885 mm. La charge utile du SUV électrique est de 420 kg, la capacité de remorquage maximale de 1,5 tonne. Cette version cargo légère est basée sur le niveau

d'équipement Platinum, mais sans éclairage d'ambiance à l'intérieur.

Prix et garantie

Comme la version voiture particulière, la variante fourgonnette du KGM Torres EVX est équipée

d'un seul moteur électrique qui transmet 207 ch et 339 Nm aux roues avant. La batterie dispose d'une capacité de 73,4 kWh et promet une autonomie de 441 km WLTP, la charge rapide DC pouvant être effectuée jusqu'à 120 kW. Il y a une fonction V2L permettant d'alimenter des appareils électriques, la pompe à chaleur reste optionnelle. En tant que camionnette, la KGM Torres EVX coûte 47.490 €, TVA comprise et conversion en véhicule utilitaire léger incluse. L'importateur Astara offre une garantie générale de 7 ans sur la voiture elle-même, voire de 10 ans (ou 1.000.000 de kilomètres) sur la batterie. KG Mobility travaille également sur une version pick-up de la Torres EVX.

Le KGM Torres EVX Van 2024 en résumé

- Version cargo légère (N1)
- Conversion à l'usine
- Dimensions de l'espace de chargement : 1800 x 1300 x 885 mm
- Autonomie de 441 km (WLTP)
- À partir de 47.490 €

Samsung et LG règnent sur le marché des téléviseurs

Depuis près de deux décennies, Samsung et LG dominant sans partage le marché des téléviseurs. Spoiler : cela a encore été le cas en 2024, sur le marché global pour Samsung et sur l'OLED pour LG. Mais... les deux géants corréens commencent malgré tout à perdre du terrain.

En effet, en 2024, l'écart s'est resserré avec la montée en puissance d'acteurs chinois comme TCL et Hisense. Alors que l'OLED gagne du terrain et que les grandes tailles d'écran deviennent plus accessibles, la suprématie des géants sud-coréens pourrait être remise en question. Leur règne est-il encore inébranlable, ou assiste-t-on aux premiers signes d'un basculement du marché ?

Samsung, leader incontesté pour la 19^e année consécutive

Les chiffres sont tombés : Samsung reste le maître incontesté du marché mondial des téléviseurs. Selon les dernières données de l'institut Omdia, le géant sud-coréen a conservé en 2024 sa position de leader pour la 19^e année consécutive, avec une part de marché de 28,3 % en termes de revenus. Néanmoins, cette domination est en légère baisse par rapport à 2023, où l'entreprise affichait 30,1 % de parts de marché. Cette érosion soulève une question clé : Samsung pourra-t-il maintenir son leadership face à la montée en puissance des marques chinoises ?

Derrière Samsung, LG reste solidement installé à la deuxième place (16,1 %), suivi de TCL (12,4 %), Hisense (10,5 %) et Sony (5,4 %). On note cependant une évolution significative avec la chute d'un autre géant japonais. Après l'annonce, à demi voilée, de la volonté de Panasonic de céder sa division TV, on constate que Sony est, elle-aussi, sur une pente glissante. En 2021, Sony possédait encore 9,5 % de parts de marché.

Il est par ailleurs important de noter, qu'en volume de ventes, Hisense et TCL surpassent désormais LG. Les deux constructeurs chinois jouissent d'une excellente dynamique, notamment grâce au



segment des téléviseurs accessibles.

Une belle année pour l'OLED

Du côté des technologies d'affichage, l'OLED a poursuivie sa progression en 2024. Samsung, qui a fait une percée remarquable sur ce segment en 2022, a vendu 1,44 million de téléviseurs OLED, enregistrant une croissance de 42 % sur un an. Pour rappel, l'entreprise propose des modèles exploitant à la fois les dalles QD-OLED de Samsung Display et WOLED de LG Display.

La dynamique "QLED" est moins prometteuse pour Samsung. Le constructeur a

écoulé 8,34 millions de téléviseurs LCD badgés "QLED", un volume stable par rapport à 2023. Ce chiffre est toutefois relativisé par le fait que le label "QLED" est désormais apposé sur une plus large gamme de téléviseurs LCD qu'auparavant. Un autre tournant marquant concerne les téléviseurs XXL, de plus de 80 pouces. Si Samsung et LG étaient historiquement dominants sur ce segment premium, ils ont été devancés par Hisense et TCL en 2024. Samsung va néanmoins riposter avec de nouveaux modèles XXL de 100 et 115 pouces pour 2025. Difficile de savoir si cette offensive suffira, ou non, à inverser la tendance.

De son côté, et malgré l'offensive de Samsung sur l'OLED, LG maintient sa position avec 3,18 millions d'unités vendues en 2024, soit une part de marché de 52,4 %. Samsung, de son côté, détient 23,7 % du marché OLED. Des chiffres qui pourraient fortement changer dans les années à venir, si TCL se lance sur ce marché avec sa technologie Inkjet-OLED.

L'OLED continue par ailleurs de dominer le segment des téléviseurs premium (1 500 \$ et plus), captant 45 % des ventes malgré la pression exercée par les modèles LCD grand format plus abordables. Les prévisions pour 2025 indiquent que l'OLED pourrait dépasser la barre des 50 % sur ce segment, mais les efforts de TCL et Hisense pour proposer des alternatives compétitives pourraient rebattre les cartes.

Le marché mondial des téléviseurs repart à la hausse

L'autre fait saillant pour 2024, est qu'après plusieurs années de recul, le marché global des téléviseurs a enregistré une croissance de 3 %, atteignant un total de 208,83 millions d'unités vendues. Cette progression marque la première augmentation du marché en trois ans, reflétant un regain d'intérêt des consommateurs, notamment pour les grandes tailles d'écran et les technologies avancées comme l'OLED.

Toutefois, la domination coréenne est mise à rude épreuve. TCL et Hisense grignotent progressivement des parts de marché, et les dynamiques du secteur montrent que rien n'est figé. La preuve en est avec le déclin inexorable de Sony. Samsung et LG sauront-ils s'adapter et maintenir leur leadership ? Seul l'avenir nous le dira.

Fraude PayPal : attention à ces e-mails 100 % légitimes qui cachent une arnaque

Une escroquerie inédite frappe PayPal et trompe même les internautes les plus méfiants. Si vous avez reçu un mail officiel alertant d'un changement d'adresse lié à votre compte, soyez prudent. Une nouvelle campagne d'arnaque basée sur le social engineering cible actuellement les utilisateurs et utilisatrices de PayPal à l'aide d'une méthode particulièrement insidieuse. Alors que les pirates cherchent habituellement à imiter des services officiels sans jamais parvenir à usurper complètement leur identité, la supercherie dont il est question parvient à exploiter une faille de conception dans la plateforme de paiement en ligne pour détourner l'adresse officielle service@paypal.com, et ainsi tromper les internautes les plus vigilants.

Une fraude qui exploite une faille logique dans PayPal

Signalée à plusieurs reprises par de nombreux internautes sur Reddit, et confirmée par nos confrères et

consœurs de Bleeping Computer, l'arnaque a de quoi donner le vertige. Car contrairement aux tentatives de phishing mail ordinaires – usurpation d'identité par le biais d'adresses frauduleuses –, l'escroquerie en question repose sur le détournement d'une fonctionnalité existante dans PayPal. Pour bien comprendre de quoi il retourne, on rappelle que la plateforme permet à ses utilisateurs et utilisatrices d'ajouter des adresses postales secondaires à leur compte. À l'image de nombreux formulaires de ce type, on trouve un champ Adresse 1, suivi d'un champ Adresse 2, en général réservé aux détails de bâtiment, d'étage, de digicode. Or, il se trouve que ce second champ accepte une longueur de texte nettement supérieure à ce qui est nécessaire pour un simple complément d'adresse.

Dans le cas de l'arnaque dont nous parlons, les hackers exploitent cette flexibilité en créant un compte PayPal frauduleux et en y ajoutant une adresse contenant un message imi-

tant une confirmation d'achat. Une fois l'adresse enregistrée, PayPal génère automatiquement un mail de confirmation qui reprend fidèlement le texte injecté :

« Confirmation : Votre adresse de livraison pour le MacBook M4 Max 1 TB (1 098,95 \$) a été mise à jour. Si vous n'avez pas autorisé cette modification, contactez PayPal immédiatement au +1-888-668-2508 ».

Le mail, émis par les serveurs officiels de PayPal, passe sans difficulté les contrôles de sécurité DKIM et SPF. À ce stade de l'entourloupe, il est uniquement envoyé à l'adresse associée au compte frauduleux. Par conséquent, pour atteindre leurs véritables cibles, les escrocs ont mis en place un système de redirection. Sans entrer dans des détails trop techniques, l'adresse mail liée au compte frauduleux est configurée pour rediriger automatiquement les messages vers un relais hébergé sur Microsoft 365. Dès que le message de confirmation atterrit dans cette seconde boîte frauduleuse, il est instantanément retransmis à une liste

de diffusion contenant des centaines d'adresses, qu'elles soient liées ou non à un compte PayPal. Les victimes reçoivent ainsi un mail officiel émis par service@paypal.com, les alertant d'un changement d'adresse ou d'un achat suspect. La panique aidant, ils sont incités à appeler le numéro stipulé. Au bout du fil, un faux conseiller PayPal leur explique que leur compte a été piraté et qu'une transaction est en cours. Pour soi-disant annuler cet achat, elles doivent saisir un code de service sur une page d'assistance frauduleuse, ce qui déclenche le téléchargement d'un logiciel de prise en main à distance. La suite, vous la devinez. Une fois installé, ce programme offre un accès total à l'ordinateur de la victime. L'escroc peut fouiller les fichiers, récupérer des identifiants bancaires, voire verrouiller le PC à distance.

Les bons réflexes à adopter pour éviter le piège

Évidemment, parce que le mail de confirmation émane officiellement des serveurs de PayPal, n'importe quel internaute, aussi vigilant soit-il, est susceptible de tomber dans le panneau et d'agir dans l'urgence. Et c'est précisément sur cette réaction que misent les escrocs. Pour éviter de tomber dans le piège, il suffit, une fois encore, d'adopter quelques réflexes simples.

Première chose à garder en tête : PayPal n'invite jamais, dans ses mails de confirmation, à contacter le service client par téléphone. En cas de doute, connectez-vous directement à votre espace utilisateur en ligne pour contrôler les adresses associées à votre compte. En l'absence de modification, signalez immédiatement l'arnaque à l'adresse phishing@paypal.com.

Dans le cas où vous seriez quand même tenté de composer le numéro de téléphone indiqué pour joindre un conseiller, rappelez-vous qu'un service client légitime ne vous demandera d'installer un logiciel tiers pour sécuriser votre compte.

Mots fléchés

Et commercial		Gaélique		Tige centrale d'une charue		Poème religieux		Île indonésienne		Sanctions pécuniaires		Agence spatiale américaine
Plantes potagères		Ils s'opposent		Golfe marin étroit				Docteur de la loi musulmane		Il termine le pavillon de l'oreille		Harpies
								Note de musique				
Courtoise						Oboles						
Lettre grecque						Sauvages ce sont des églantiers						
					Sa racine est comestible							
					Jeu de cartes							
Bramé				Gitan, manouche, romanichel, bohémien				Meuble de salon				
Troisième personne du pluriel				Rabacher				Prénom masculin italien				Au Canada ce sont des originaux
			Importun									
			Il roule sur l'or							Vieille colère		
Chassé hors de la maison		Prénom masculin port d'Athènes (Le)					Souverain franc (Charles)					
							Ville roumaine		Bison d'Europe	Agence spatiale européenne des feuillets pour un ouvrage		
Hutte en toile					Moqueurs							Squelette
Succomber												
					Un länder allemand						Difficulté	
					Liquide vital						Encartonné	
Terrain clos	Père d'Ascagne					Mémoriaux						Adjectif numéral
	Retapent					Ultime répétition						
			Grade militaire	Frais bancaire					Sans en avoir conscience (à son)			
				Bagatelle								
Test		Femme facile et vénale						Arc zodiacal de dix degrés				
		Dans celui d'une femme c'est un capharnaüm					Ester d'un acide	Couche de paille				
					Aucun				Organe humain			
Importuné					L'Irlande pour les poètes					Ruisselet		Prénom de l'actrice Popesco
Manière										Légumineuse		
					Rongeur				Exister			
Son chef-lieu est Altdorf		Par opposition à l'acquis		Créateur de Monsieur Hulot (Jacques Héritier)					Tangible			
									Soupa			
			Quotidien britannique (The)		Ville du comté du Yorkshire de l'Ouest-moldaves						Aride	Ur en akkadien
Emmagasiné							Vient de rire			Pronom personnel		
Abolis							Copernicium			Etain		
						Il veille à la discipline d'un établissement						
Mésintelligence								On la mouille				

Le gouverneur de la Banque d’Algérie reçoit une délégation du FMI

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb, a reçu lundi à Alger, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), avec laquelle il a évoqué le renforcement de la coopération bilatérale, a indiqué la BA dans un communiqué. La délégation de l'Institution financière internationale a été conduite par le directeur exécutif au FMI et administrateur du groupe, dont fait partie l'Algérie, Bahador Bijani, ainsi que le chef de mission au titre de l'article IV du FMI, Charalambos Tsangarides. Cette "Staff Visit", qui s'inscrit dans le cadre des échanges réguliers entre le FMI et ses Etats membres, a été l'occasion de discuter du "renforcement de la coopération entre les deux institutions notamment en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités", précise la même source.



COOPÉRATION

Le ministre de l’Intérieur rencontre à Madrid son homologue espagnol

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a rencontré, lundi à Madrid, son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska Gomez, avec lequel il a évoqué les perspectives de coopération entre les deux secteurs de l'intérieur des deux pays, indique un communiqué du ministère. "M. Merad a rencontré son homologue le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Fernando Grande-Marlaska Gomez, au siège du ministère à Madrid", précise la même source qui a ajouté que la rencontre élargie aux délégations des deux pays a permis de passer en revue les perspectives de coopération bilatérale entre les deux secteurs de l'intérieur, notamment dans les domaines liés à la Sécurité nationale et à la Protection civile". La rencontre a été une occasion pour "échanger les expertises concernant la lutte contre le crime transfrontalier et coordonner les efforts conjoints pour faire face aux défis communs", conclut la même source.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2 -UNIVERSITÉ DE TIFARITI (RASD)

Renouvellement d’un accord de coopération

Un accord de coopération entre l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" et l'Université de Tifariti de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a été renouvelé lundi à Oran. L'accord vise à renforcer l'échange académique et scientifique entre les deux établissements d'enseignement supérieur, indique un communiqué de l'Université d'Oran 2. Le renouvellement a eu lieu lors d'une réception présidée par le recteur de l'Université d'Oran 2, Ahmed Chaâlal, en présence d'une délégation scientifique sahraouie de l'Université de Tifariti, conduite par Moulay Amhamed Ibrahim, recteur de l'Université sahraouie de Tifariti, et qui comprenait Khatri Ahmoudi, attaché culturel à l'ambassade sahraouie en Algérie, Hamdi Eddine, représentant du département de recherche scientifique et des études, et ce, en présence de Amani Is-

mail, vice-recteur de l'Université d'Oran 2 chargé des relations extérieures, ainsi que des doyens des facultés, des chefs de départements et d'un groupe de professeurs et d'étudiants de la RASD. L'accord de coopération renouvelé vise à promouvoir l'échange académique et scientifique à travers la formation des enseignants de l'Université de Tifariti au niveau de l'Université d'Oran 2, et la participation d'enseignants d'Oran 2 à des conférences et des séminaires au profit des étudiants sahraouis, a-t-on ajouté de même source. En vertu de cet accord, les étudiants sahraouis titulaires d'une licence pourront poursuivre leurs études pour obtenir un master et un doctorat à l'Université d'Oran 2, bénéficier de courtes visites scientifiques pour renforcer les activités communes de recherche et favoriser la coopération dans les domaines de l'édition, de la traduction, de la publication scientifique, en

plus de l'accès aux bibliothèques, centres de documentation et laboratoires de recherche. Selon la même source, des conférences, des séminaires, des ateliers techniques et des expositions d'intérêt commun seront également organisés, ainsi qu'un événement scientifique annuel rassemblant les étudiants sahraouis. A noter que l'Université d'Oran 2 accueille actuellement 16 étudiants sahraouis inscrits dans plusieurs spécialités, notamment en Droit et sciences politiques, Langues étrangères, Sciences économiques, commerciales et de gestion. L'accord reflète l'engagement de l'université algérienne à soutenir les étudiants sahraouis et à renforcer la coopération académique avec l'Université de Tifariti, contribuant ainsi au développement de la recherche scientifique et à l'échange d'expériences dans divers domaines, a conclu la même source.

ACCOMPAGNÉ D’UNE DÉLÉGATION DE HAUT NIVEAU

Le Pdg de Sonelgaz en visite de travail au Niger

Dans le cadre du renforcement des relations de coopération énergétique entre l'Algérie et le Niger, et suite aux résultats de la rencontre entre le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le Premier ministre, ministre des Finances de la République du Niger, en août 2024, le Président-directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Ajjal, effectue, les 25 et 26 février 2025, une visite de travail en République du Niger, accompagné

d'une délégation de haut niveau du Ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables et de Sonelgaz. Cette visite s'inscrit, précise le ministère d'un communiqué, dans l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération économique et technique avec le Niger, « à travers des projets concrets visant à soutenir la sécurité énergétique de ce pays frère et à développer son infrastructure électrique.

Elle vise également à renforcer le partenariat entre le groupe Sonelgaz et la société nigérienne d'électricité « NIGELEC », contribuant ainsi à ouvrir de nouvelles perspectives de développement qui serviront les intérêts communs des deux pays et renforceront leur position économique dans la région. Il convient de noter que cette visite fait suite à la réunion tenue le 23 janvier 2025 entre le Président-directeur général de Sonelgaz et les repré-

sentants de la société « NIGELEC » via visioconférence, où les moyens d'accélérer la coopération et le partenariat entre les deux entreprises ont été discutés. Cette réunion a donné lieu à la formation d'un groupe de travail commun chargé de rédiger un memorandum d'entente encadrant les mécanismes de coopération entre les deux parties, en accord avec les ambitions des deux pays dans le domaine de l'énergie.

BLIDA

De nouveaux équipements pour «Mitidja Nadhafa» et «Mitidja Inara»

De nouveaux équipements destinés à améliorer la collecte et le transport des déchets et à assurer l'éclairage public ont été distribués, lundi, aux établissements publics "Mitidja Nadhafa" et "Mitidja Inara". Il s'agit de la distribution, par le wali Brahim Ouchen, de 10 tracteurs équipés de remorques au profit de l'établissement public "Mitidja Na-

dhafa", outre deux camions nacelles, un véhicule de transport et un autre de levage de matériels au profit de l'établissement "Mitidja Inara". Cette opération, 4e du genre, "s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de la wilaya pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment concernant la collecte des déchets ménagers et l'éclairage pu-

blic", a indiqué le wali à l'occasion. Il a aussi souligné la contribution attendue de cette opération, qui intervient à quelques jours du Ramadan, dans la prise en charge de la hausse des quantités des déchets durant ce mois, par l'établissement "Mitidja Nadhafa", d'autant plus que ces tracteurs sont fortement adaptés aux quartiers de la ville de Blida

connus pour leurs petites ruelles et venelles. Ces nouveaux équipements seront affectés aux communes accusant un manque en matériel d'enlèvement des déchets, notamment celles englobant des "haouchs" situés dans des zones reculées, a-t-il précisé. Les équipements affectés à "Mitidja Inara" sont destinés à améliorer l'éclairage pu-

blic au niveau des zones accusant un manque en la matière, a ajouté le wali. Il a assuré la poursuite de la distribution, dans les prochains jours, d'un autre lot de matériels au profit de ces deux établissements publics, dans le cadre du programme d'acquisition de 40 nouveaux camions de collecte des déchets.

SÉNÉGAL

L’agence Moody’s dégrade la note souveraine

L'agence de notation Moody's a dégradé la note souveraine du Sénégal de deux crans après la publication d'un rapport sur les finances publiques de ce pays jugé «particulièrement catastrophique et inquiétant» par le gouvernement sénégalais. La note de la dette souveraine du Sénégal s'établit désormais à B3 avec une «perspective négative», selon le communiqué de Moody's publié vendredi. Cette décision «est due aux indicateurs budgétaires nettement plus défavorables révélés par la Cour des comptes du Sénégal», indique l'agence de notation. Il y a deux semaines, un rapport de la Cour des

comptes sur la gestion des finances publiques du Sénégal entre 2019 et 2024 avait invalidé les chiffres officiels sous l'ancien président Macky Sall. Début octobre, Moody's avait déjà abaissé la note du Sénégal de Ba3 à B1, faisant passer le pays dans la catégorie «hautement spéculatif». «L'ampleur et la nature des écarts limitent considérablement la marge de manœuvre budgétaire du Sénégal et contribuent à des besoins de financement élevés», poursuit le rapport de Moody's qui souligne «d'importantes carences passées en matière de gouvernance». «En conséquence, le Sénégal est plus exposé aux chocs défavorables que

nous ne l'avions estimé précédemment», estime Moody's. L'encours de la dette représente 99,67% du PIB, un taux «supérieur» au montant annoncé par le précédent régime, selon le rapport de la Cour des comptes sur la période allant de 2019 au 31 mars 2024. Le déficit budgétaire «recalculé» par la Cour pour l'année 2023 est par exemple de 12,3% contre les 4,9% annoncés. S'exprimant devant les députés à l'Assemblée nationale vendredi, le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a qualifié ce rapport de «particulièrement catastrophique et inquiétant». Ousmane Sonko a annoncé des mesures de «rationalisa-

tion», et un audit d'ici la fin du mois d'avril de «l'effectif réel dans la fonction publique». La Cour des comptes, une institution de contrôle indépendante, a souligné que les faits relatés sont «présusés constitutifs de fautes de gestion, de gestions de fait ou d'infractions à caractère pénal». La Cour a également pointé «une dette bancaire importante contractée hors circuit budgétaire» et «non retracée dans les comptes de l'État». Le gouvernement sénégalais a annoncé de possibles poursuites judiciaires contre les auteurs des «manquements graves» révélés par le rapport.